5.2011
N° 419

WORKING PAPERS SES

L'économie fribourgeoise : une analyse critique de son extraversion internationale et une appréciation des risques d'une revalorisation du franc suisse

Jonathan Massonnet

Faculté des Sciences Economiques et Sociales
Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliche Fakultät

Université de Fribourg | Universität Freiburg

L'économie fribourgeoise : une analyse critique de son extraversion internationale et une appréciation des risques d'une revalorisation du franc suisse

Jonathan Massonnet

Introduction

Depuis plus de trois ans, le franc suisse vit une phase d'appréciation soutenue. Que ce soit par rapport au dollar américain (le dollar), à l'euro ou à la livre sterling, la monnaie helvétique voit son cours augmenter dans le sillage des crises financière, économique et de la dette souveraine qui secouent les Etats-Unis et l'Europe. Cette appréciation a pour conséquence de renchérir les produits suisses vendus sur les marchés étrangers. En vertu des menaces que fait peser cette appréciation du franc suisse sur l'économie du pays, de nombreuses voix s'élèvent dans les milieux patronaux, syndicaux ou politiques pour dénoncer une évolution devenue trop menaçante pour la demande agrégée des produits suisses. Néanmoins, l'impact d'une telle appréciation n'est pas uniforme sur l'ensemble du territoire et du tissu économique de la Suisse, notamment en raison de différences dans la structure économique et sociale de chaque canton. Ainsi, chaque canton (ou région) devrait faire l'objet d'une analyse distincte. A cet égard, l'objectif primaire de cet article est d'apprécier quels sont les risques d'une revalorisation du franc suisse pour l'économie du canton de Fribourg. Cette appréciation exige néanmoins de considérer l'évolution du franc suisse et des principales monnaies de référence, tout en étant attentif à la situation économique des principaux partenaires commerciaux du canton dans le reste du monde. Deux déterminants de la demande extérieure suisse sont ainsi pris en compte ici : le taux de change du franc suisse et la demande extérieure.

L'évaluation de la demande extérieure (internationale) au niveau du canton de Fribourg nécessite en outre des données sur son commerce international qui se doivent d'être fiables. Or, le canton de Fribourg n'est qu'une fraction du territoire de la nation helvétique. Il n'est donc pas délimité par une douane tout en ne faisant pas l'objet d'une comptabilité nationale. Dès lors, dans le but d'affiner notre analyse des risques d'une appréciation du franc suisse pour l'économie fribourgeoise, le deuxième objectif de ce travail consiste à retraiter les chiffres de l'administration fédérale concernant les exportations internationales du canton et ainsi de formuler une analyse critique de l'extraversion internationale de son économie.

La première section de ce travail introduit les implications théoriques d'une appréciation du taux de change pour une petite économie ouverte. Nous menons ensuite une analyse plus approfondie de l'évolution des taux de change du franc suisse et des principales monnaies de référence ainsi que des phénomènes qui la sous-tendent. La troisième section présente une étude de la structure de l'économie et des exportations du canton de Fribourg, dans laquelle nous mettons en exergue certains biais dans les données d'Administration fédérale des douanes (AFD)[1] quant à la composition géographique et sectorielles des exportations fribourgeoises. Sur cette base, nous décrivons la situation économique des principaux partenaires commerciaux du canton de Fribourg tout en effectuant quelques projections à ce propos ainsi que sur l'évolution des taux de change de l'euro et du dollar. A chaque fois, nous indiquons quelles peuvent en être les conséquences pour l'économie fribourgeoise.

[1] Nous précisons d'emblée que ces biais ne sont pas dus à un quelconque manquement de l'AFD et que la statistique du commerce extérieure suisse est tout à fait correcte.

1 Le taux de change dans une économie ouverte : un cadre théorique simple

Le taux de change est un prix relatif qui peut être exprimé en grandeurs nominales ou en grandeurs réelles, c'est-à-dire déflaté des prix. Si le taux de change nominal est le prix relatif d'une monnaie par rapport à une autre, entendez un rapport entre deux cotations, le taux de change réel mesure quant à lui le prix des produits nationaux par rapport au prix des produits étrangers exprimé en monnaie nationale. En mettant en relation le niveau des prix d'un pays donné avec le niveau des prix de l'un de ses partenaires commerciaux, le taux de change réel est ainsi un indicateur de la compétitivité-prix d'un pays : quand les prix étrangers augmentent (diminuent), sa compétitivité-prix s'améliore (se détériore). Par égard à son impact sur le prix des produits importés et exportés, le taux de change réel est par conséquent un élément déterminant dans les décisions des agents économiques nationaux et étrangers. Or, en présence d'illusion monétaire, entendez la tendance à confondre les variations des variables nominales avec les variations des variables réelles, les décisions des agents[2] économiques peuvent aussi être influencées par des changements du taux de change nominal, du moins dans le court terme (un laps de temps d'une année à deux ans). Dans ce travail, nous utilisons donc un indice de taux de change réel du franc suisse tout en nous appuyant sur l'évolution de différents taux de change nominaux entre le franc suisse et certaines monnaies de référence.

Pour illustrer brièvement la manière dont le taux de change peut influencer les décisions des agents économiques et ainsi impacter sensiblement l'économie d'un pays ou d'un territoire donné, considérons un modèle théorique simple de type IS/LM.[3] Développé dans les années 1930 et 1940, ce modèle permet de déterminer la production nationale et le taux d'intérêt en décrivant conjointement le marché des biens et services ainsi que le marché financier. Malgré son âge et sa simplicité, il constitue toujours un élément d'analyse essentiel qui rend compte de la plupart des mécanismes économiques opérant dans le court terme [Blanchard et Cohen, 2010]. Afin de condenser notre propos, concentrons-nous sur le marché des biens et services, en mettant en évidence sous forme d'équation la condition d'équilibre du modèle entre l'offre agrégée (la partie gauche de l'équation) et la demande agrégée (la partie droite) :

$$\underset{}{Y} = \underset{(\ +\ )}{C(Y-T)} + \underset{(+,\,-)}{I(Y,r)} + G - \underset{(+,+)}{\varepsilon M(Y,\varepsilon)} + \underset{(+,\,-)}{X(Y^*,\varepsilon)} \qquad (1)$$

où Y représente le produit total (qui traduit l'activité économique domestique), T les impôts, I l'investissement (la formation brute de capital fixe), r le taux d'intérêt réel, G les dépenses gouvernementales, $\mathcal{E}$ le taux de change réel, M les importations, X les exportations, Y^* le produit total étranger (qui traduit l'activité économique extérieure). Les caractères entre parenthèses en-dessous de l'équation correspondent aux signes des dérivées premières. Selon l'équation n°1, la demande agrégée est composée de la consommation, qui dépend positivement du revenu disponible (Y-T), de l'investissement, qui est fonction positive du revenu total et négativement du taux d'intérêt réel, ainsi que des dépenses gouvernementales et des importations de biens et services, ces dernières dépendant positivement du revenu domestique et du taux de change réel.[4] Le dernier terme de

[2] Le masculin générique est utilisé pour désigner les deux genres.

[3] En adoptant ce modèle, nous optons pour une approche de court terme dans laquelle sont étudiées certaines composantes de la demande agrégée, en ignorant l'impact d'une variation du taux de change réel sur l'offre agrégée, comme nous aurions pu le faire en intégrant ce dernier dans une « courbe de Philips ».

[4] A l'inverse de Blanchard et Cohen [2010], nous admettons qu'une augmentation du taux de change réel d'une monnaie correspond à une appréciation de cette monnaie (à ne pas confondre avec une augmentation de la cotation à l'incertain de cette monnaie).

l'équation représente la demande extérieure de biens et services pour le pays considéré : les exportations dépendent alors positivement du revenu étranger et négativement du taux de change réel - ou du taux de change nominal si l'on considère l'existence d'illusion monétaire.

Précisons maintenant quels sont les déterminants des importations et des exportations de biens et services. Les importations sont fonction de la demande intérieure, car une augmentation de cette dernière implique non seulement une demande plus élevée pour les produits domestiques mais aussi une demande plus élevée pour les produits étrangers, d'où une augmentation des importations du pays considéré. En outre, une appréciation du taux de change de la monnaie nationale rend les produits étrangers moins chers en comparaison des produits domestiques, ce qui augmente la compétitivité-prix des entreprises étrangères tout en faisant baisser, à leur profit, la demande pour les produits domestiques. Quant aux exportations, elles dépendent positivement de la demande étrangère, car une augmentation de la demande intérieure dans un pays partenaire accroîtra ses importations. A contrario, elles sont fonction négative du taux de change réel. En effet, une appréciation du taux de change de la monnaie nationale augmentera le prix des produits domestiques sur les marchés étrangers, dégradant ainsi la compétitivité-prix des entreprises nationales.

Ainsi, les conséquences négatives d'une appréciation du taux de change de la monnaie nationale pour les entreprises exportatrices présentes sur le marché domestique sont doubles : non seulement leurs parts de marché domestiques sont menacées par des produits étrangers devenus moins onéreux, mais leur compétitivité sur les marchés étrangers est aussi réduite en raison d'une augmentation du prix de leur produits dans le reste du monde. Néanmoins, cette appréciation du taux de change de la monnaie nationale peut réduire le coût de leurs intrants importés. Par ailleurs, les consommateurs[5] peuvent profiter d'une appréciation du taux de change de la monnaie nationale si les importateurs répercutent sur leurs prix de vente les économies réalisées grâce à la baisse du coût des intrants importés. Ce mécanisme n'est cependant pas automatique car les importateurs désireront augmenter leurs marges bénéficiaires. En conséquence, les implications économiques d'une modification du taux de change sont par excellence une question politico-économique[6] : il n'y a pas de taux de change trop bas ou trop élevé dans l'absolu, mais uniquement de manière relative à des agents ou à des intérêts économiques donnés.

En nous appuyant sur le modèle théorique esquissé plus haut, nous considérons par la suite deux variables qui déterminent les exportations de l'économie domestique : d'une part le taux de change réel ou nominal, selon les mécanismes décrits ci-dessus, d'autre part la variable Y^* qui représente l'activité économique à l'étranger. Cette précision est essentielle car la demande agrégée étrangère est un élément fondamental des exportations d'un pays donné, même dans le cas d'une appréciation du taux de change de sa monnaie. En outre, nous étudions d'autres variables comme la structure géographique et sectorielle de ses exportations. Mais auparavant, exposons de manière succincte l'évolution récente des taux de change des principales monnaies de référence et du franc suisse ainsi que les phénomènes qui la sous-tendent.

[5] La situation du consommateur-salarié paraît plus ambiguë en raison des menaces qui peuvent peser sur l'activité des entreprises devant faire face à une appréciation du taux de change de la monnaie nationale.

[6] En outre, rappelons ici que le simple fait de vouloir construire un taux de change réel revêt déjà un aspect normatif. En effet, le niveau des prix dont le taux de change réel tient compte est une construction statistique par nature normative, c'est-à-dire politique, dans le sens générique du terme.

2 Le taux de change du franc suisse : évolution récente et phénomènes sous-jacents

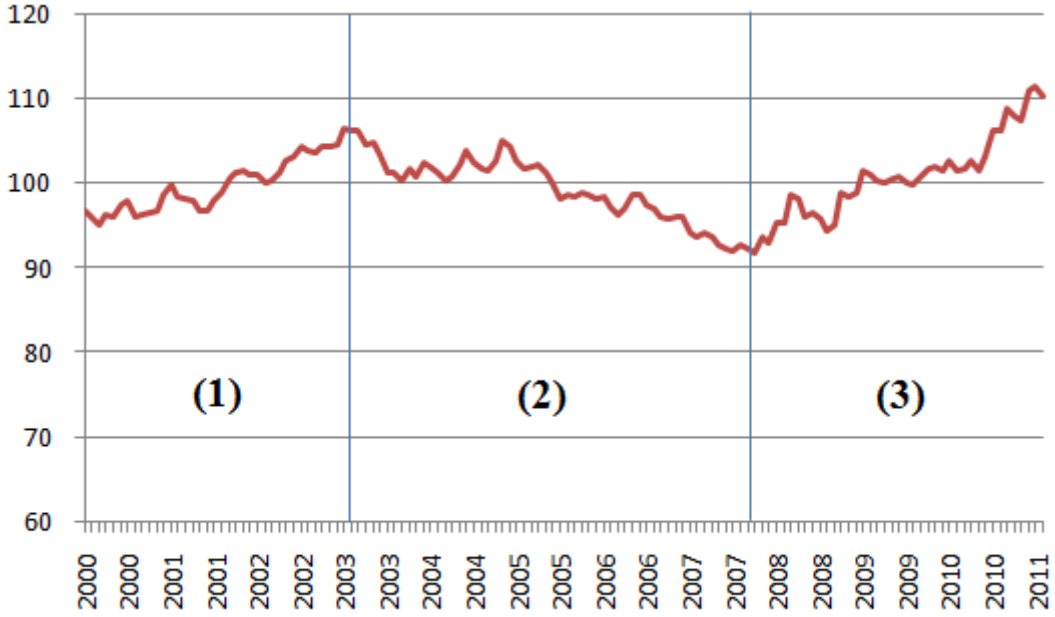
Comme d'autres pays de petite taille, tant économique que démographique, la Suisse est une économie très extravertie. L'importance du commerce extérieur dans la structure économique du pays est croissante depuis le milieu du XXème siècle, et aujourd'hui (entendez la fin de l'année 2010) le total des exportations et des importations (services inclus) y est presque égal au produit intérieur brut (PIB). En raison d'une spécialisation dans les produits à haute valeur ajoutée, l'économie helvétique dégage de surcroît un excédent commercial structurel depuis maintenant une trentaine d'années. Cet excédent représente aujourd'hui environ 10 pour cent du PIB du pays. Dans ces conditions, le taux de change du franc suisse sur le marché des devises revêt une importance particulière pour l'activité économique du pays. Dans le but d'affiner notre évaluation des risques d'une revalorisation du taux de change du franc suisse pour l'économie fribourgeoise, il apparaît alors opportun de relater ici l'évolution des principales monnaies de référence et du franc suisse tout en expliquant les phénomènes qui la sous-tendent. Nous soulignons que le franc suisse revêt des caractéristiques idiosyncrasiques consécutives à la taille du secteur financier du pays ainsi qu'à la stabilité de son système politique.

Afin d'apprécier l'évolution récente du taux de change du franc suisse d'un point de vue synthétique, nous reprenons l'indice de taux de change effectif réel calculé par la Banque des règlements internationaux (BRI). Cette institution multilatérale calcule pour 58 pays un taux de change effectif nominal qui est égal aux moyennes géométriques pondérées des taux de change bilatéraux entre la monnaie du pays en question et celles de ses partenaires commerciaux.[7] Le taux de change nominal est ensuite ajusté des différents indices de prix à la consommation pour obtenir un taux de change effectif réel. Ce dernier a dès lors l'avantage de neutraliser les écarts internationaux d'inflation tout en tenant compte de l'importance respective de chaque partenaire commercial dans les échanges internationaux du pays considéré. A cet égard, la figure n°1 montre l'évolution de l'indice du taux de change effectif réel du franc suisse depuis le début des années 2000 jusqu'à la période courante[8] (c'est-à-dire le mois de mars 2011).

[7] Pour de plus amples informations concernant les indices de taux de change effectifs calculés par la BRI, voir le site Internet de celle-ci : http://www.bis.org/statistics/eer/index.htm.

[8] Le caractère indiciel de ce taux de change réel implique de considérer uniquement son évolution tout en ne prêtant pas attention à son niveau, car cet indice n'a pas de dimension spécifique.

Figure n°1 : indice du taux de change réel du franc suisse de 2000 à 2011

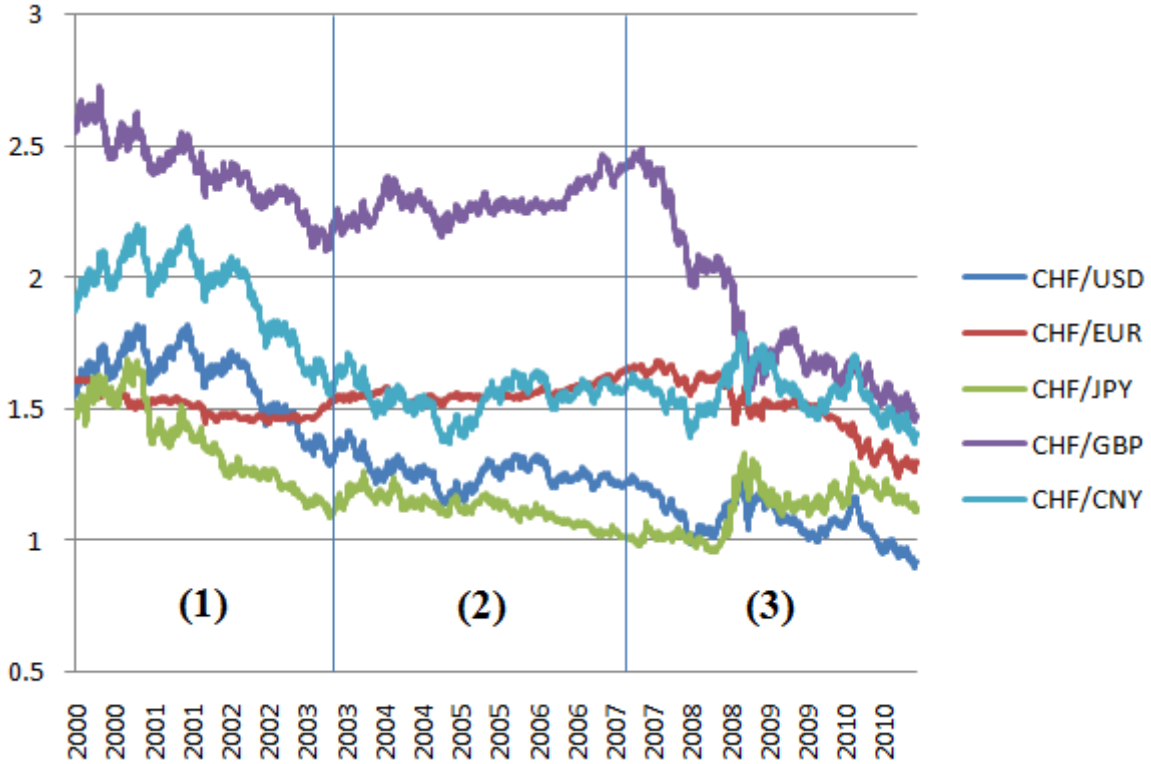


Source : Banque des règlements internationaux

Sur la figure n°1, on distingue trois phases dans l'évolution de l'indice du taux de change effectif réel du franc suisse : (1) une appréciation d'une dizaine de points de pourcentage entre l'année 2000 et le début de l'année 2003 ; (2) une dépréciation tendancielle s'échelonnant sur les années 2003 à 2007 ; (3) et une forte appréciation (environ 19 points de pourcentage) depuis le début de l'année 2008, jusqu'à la période courante. Dans le cadre de la distinction entre taux de change nominal et taux de change réel que nous avons opérée *supra*, la figure n°2 montre que les taux de change nominaux entre le franc suisse et les principales monnaies de référence suivent une évolution similaire à celle de l'indice de taux de change effectif réel du franc suisse. En effet, les taux de changes nominaux entre le franc suisse (CHF) et le dollar (USD), l'euro (EUR), le yen japonais (JPY), la livre sterling (GBP) ou le yuan chinois (CNY) traduisent également une tendance en trois phases et une temporalité identique (ici l'appréciation se traduit par une baisse du cours en raison d'une cotation à l'incertain). Cette analogie souligne que l'écart de courbe entre les taux de change réels et nominaux est assez faible en raison du différentiel d'inflation faible entre la Suisse et ses partenaires (on retrouve ici une illustration des effets de la « Grande Modération ») [9]. Ainsi, nous pouvons également baser notre analyse sur l'évolution des taux de change nominaux qui ont l'avantage d'être une donnée directement constatable, sans retraitement statistique comme le sont les taux de change réels.

[9] La « Grande Modération » peut être définie comme une baisse de la volatilité cyclique de l'activité économique, que ce soit en termes de croissance économique ou d'inflation, augurant aux Etats-Unis et en Europe entre le milieu des années 1980 et la fin des années 2000.

Figure n°2 : taux de change nominaux entre le franc suisse et les principales monnaies de référence, du début de l'année 2000 au mois de mars de l'année 2011



Source : University of British Columbia, Sauder School of Business, Pacific Exchange Rate Service (http://fx.sauder.ubc.ca/data.html)

Nous allons maintenant étudier brièvement les déterminants essentiels des taux de change des deux principales monnaies de référence, le dollar et l'euro, tout en faisant deux petites digressions sur le yuan chinois et la livre sterling. Nous nous concentrons ensuite sur les spécificités du franc suisse et terminons par quelques considérations sur la politique monétaire suisse.

Les principales monnaies de référence

En étudiant une période s'échelonnant sur les années 1973 à 2006, Reynard (2008) souligne qu'en termes réels, le dollar ne montre pas de tendance claire à l'appréciation ou la dépréciation. Selon cet auteur, le taux de change réel du dollar a en effet pu être soutenu par la compétitivité relativement forte du secteur des exportations des Etats-Unis, et ceci plus particulièrement jusqu'à la fin des années 1990. Ce pays a ainsi pu bénéficier de l'effet Balassa-Samuelson.[10] Néanmoins, dans la période récente, c'est-à-dire depuis le début de l'année 2002, on constate une dépréciation continue du dollar (par rapport au franc suisse), tant en termes réels qu'en termes nominaux (courbe bleue foncée de la figure n°2). A cet égard, cette faiblesse du dollar est à mettre au crédit d'un déficit jumeau structurel (déficit budgétaire et commercial), mais aussi au crédit du rôle particulier du dollar dans un régime mondial d'étalon-devise. Rappelons à ce titre que le système monétaire international est régit *de facto* par un régime d'étalon-dollar dans lequel les Etats-Unis bénéficient d'un pouvoir de seigneuriage que n'ont pas les pays tiers. Depuis maintenant trois ans, la faiblesse du dollar a été exacerbée par la crise financière des *subprimes* et la crise économique qui s'en est

[10] L'effet Balassa-Samuelson (voir Balassa, 1964, et Samuelson, 1964) traduit le fait qu'un pays avec une augmentation relativement forte de la productivité dans son secteur exportateur enregistre une appréciation réelle de sa monnaie *via* une augmentation des prix relatifs entre les biens et services non-exportables et les biens et services exportables (Reynard, 2008).

suivie. Aujourd'hui, le déficit budgétaire et le découvert des collectivités publiques américaines, mais aussi la politique hyper-expansionniste menée par la Fed − avec des taux d'intérêt maintenus à un niveau très bas et les programmes d'assouplissement quantitatif – font peser une lourde contrainte sur le dollar dont le taux de change risque de péricliter à des niveaux historiquement bas (le dollar est depuis le début de l'année 2011 à son plus bas niveau historique contre le franc suisse).

Comme le montre la figure n°2, l'évolution du taux de change du dollar contraint celle du yuan chinois. Ainsi le taux de change nominal entre le franc suisse et le yuan chinois (courbe bleue claire sur la figure n°2) suit la même évolution que le taux de change entre le franc suisse et le dollar. Cette situation est due au fait que le yuan est arrimé *de facto* au dollar par les autorités monétaires chinoises. Par conséquent, si le yuan s'apprécie légèrement et graduellement contre le dollar en ce début d'année 2011, il n'en reste pas moins que le yuan suit historiquement la même évolution par rapport au franc suisse que le dollar.

En ce qui concerne le taux de change entre le franc suisse et l'euro (courbe rouge sur la figure n°2), l'évolution est quelque peu différente. Selon Reynard (2008), l'euro a tendance à se déprécier tendanciellement en termes réels sur le long terme contre le franc suisse (tendance formulée par l'auteur sur une analyse de l'évolution des taux de change du Deutsche Mark et de l'euro de 1973 à 2006), en raison d'un différentiel important de compétitivité entre le secteur exportateur suisse et celui des pays de la zone euro. A cet égard, l'effet Balassa-Samuelson serait ici particulièrement important pour la Suisse. On constate de surcroît une dépréciation de l'euro contre le franc suisse depuis le début de la crise des *subprimes*. La crise économique débutée en 2008, ainsi que les crises de la dette souveraine qui se sont ensuite succédées dans de nombreux pays de la zone euro, notamment en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, ont exercé de fortes pressions sur l'euro. Ainsi, les doutes sur la viabilité politique et économique de cette zone ont fait surgir de nombreuses incertitudes quant à l'avenir de l'euro, induisant avec les déficits budgétaires de nombreux pays de la zone et la politique monétaire expansionniste de la Banque centrale européenne (BCE) une dépréciation du taux de change de cette monnaie. Finalement, la dépréciation nominale du taux de change de l'euro contre le franc suisse n'est cependant sans aucune mesure comparée à l'évolution de la livre sterling (courbe violette de la figure n°2). Après une appréciation du taux de change de la monnaie britannique portée par une forte croissance de son économie entre les années 2005 et 2007 et des taux d'intérêt directeurs élevés, la crise économique et les décisions gouvernementales qui ont suivies ont induit une très forte dépréciation du taux de change de la livre sterling par rapport au franc suisse. Intéressons-nous maintenant de plus près au franc suisse et à la politique monétaire de la BNS.

Le franc suisse et la politique monétaire de la Banque nationale suisse

Si nous avons brièvement décrit les principales caractéristiques et l'évolution récente des taux de change de certaines monnaies de référence, il apparait maintenant opportun de souligner le caractère idiosyncrasique de l'économie et du franc suisse. Pour cela, nous allons considérer l'évolution récente du franc suisse selon trois phénomènes : la faible dotation de la Suisse en matières premières, un excédent commercial très élevé ainsi que la stabilité politique du pays qui confère au franc suisse un rôle de valeur-refuge.

La Suisse étant une petite économie ouverte ne disposant pas de ressources minérales, une augmentation du prix du pétrole (par exemple) aurait pour conséquence de déprécier le taux de change réel de la Suisse (Reynard, 2008). En effet, une telle augmentation devrait affecter négativement la compétitivité et les termes de l'échange de la Suisse, en comparaison de pays

moins dépendant des importations de pétrole. Comme sa cotation à la Bourse de New York a passé d'une trentaine de dollars au début de l'année 2003 à plus de 130 dollars au milieu de l'année 2008, le prix du baril de Brent pourrait alors être un facteur explicatif de la dépréciation de l'indice du taux de change effectif réel du franc suisse (voir figure n°1) durant cette période. Néanmoins, cet indice s'est très fortement apprécié depuis le début de l'année 2008 alors même que le prix du baril de Brent a passé de 32 dollars en début d'année 2009 à plus de 100 dollars au mois d'avril 2011, consécutivement à une forte baisse depuis le début de l'année 2008. Par conséquent, l'augmentation du prix du pétrole ne semble pas avoir eu d'impact négatif sur le taux de change effectif réel du franc suisse.

Pour comprendre la forte appréciation du taux de change du franc suisse en termes réels et nominaux depuis l'année 2008, l'excédent commercial de la Suisse peut également être invoqué, notamment en raison d'un mécanisme de rééquilibrage automatique de la balance commerciale : si cette dernière est excédentaire, il en résulterait une augmentation de la demande de francs suisses pour des motifs de paiement (les agents économiques étrangers devant payer les marchandises suisses qu'ils achètent), impliquant ainsi une appréciation du taux de change du franc suisse et une dégradation de la compétitivité-prix des entreprises suisses, avec comme conséquence une diminution des exportations de la Suisse et un rééquilibrage de sa balance commerciale. Ce mécanisme ne semble néanmoins pas être à l'œuvre pour l'économie et le franc suisse, ou du moins, il n'est pas un facteur explicatif déterminant dans l'évolution de ce dernier. En effet, comment expliquer la dépréciation en termes réels du taux de change du franc suisse entre l'année 2003 et l'année 2007, alors même que l'excédent commercial était en forte croissance durant cette période ? Ainsi, nous désirons approfondir le statut de valeur-refuge du franc suisse, dont la valeur explicative dans les fluctuations du taux de change de cette monnaie nous semble ici décisive.

La principale idiosyncrasie du franc suisse est son statut de valeur-refuge dont l'origine se trouve dans la stabilité politique et financière de la Suisse.[11] Selon Ranaldo et Söderlind (2007), un actif ayant un rôle de valeur-refuge se définit comme un actif dont la prime de risque est négative. Cet actif devrait ainsi être corrélé négativement avec un actif de référence en période de fortes incertitudes. Par conséquent, si le franc suisse est une valeur-refuge, son taux de change devrait s'apprécier en périodes d'incertitudes économiques et politiques au plan mondial tout en se stabilisant ou en se dépréciant durant les périodes où l'aversion générale au risque est plus faible. Ranaldo et Söderlind (2007) relèvent que le franc suisse, l'euro, le yen japonais et la livre sterling ont tendance à s'apprécier par rapport au dollar, considéré ici comme l'actif de référence, lorsque l'indice Standard & Poor's de la Bourse de New York est en baisse, quand les prix des obligations états-uniennes augmentent et quand la volatilité sur les marchés des devises est plus forte. En outre, les propriétés de valeur-refuge de certains actifs sont particulièrement visibles lors d'événements économiques ou politiques violents et soudains : la crise financière russe en 1998, les attaques terroristes du 11 septembre 2001 (aux Etats-Unis) ou du 11 mars 2004 (en Espagne) (*Ibid.*). Sur la base d'une étude économétrique (estimations de covariances et calcul de régression) portant sur les années 1993 à 2006, Ranaldo et Söderlind (2007) soulignent que le franc suisse est la devise dont le rôle de valeur-refuge est le plus marqué. Dès lors, le taux de change nominal (mais aussi réel) du franc suisse évolue de manière inverse à la perception générale du risque. Malgré son risque d'« adhocité », ce constat est cohérent avec l'évolution de l'indice du taux de change effectif réel du franc suisse : la hausse de cet indice entre 2001 et 2003 est concomitante aux incertitudes liées à l'éclatement de la bulle spéculative de la « nouvelle économie » et aux attaques terroristes du World Trade Center de New York ; sa baisse entre 2003 de 2007 correspond à une période de forte

[11] Le système fédéraliste et collégial de la Suisse confère au pays une grande stabilité politique. Cette stabilité implique une réduction de l'incertitude aux yeux de nombreux investisseurs qui désirent ainsi détenir une partie de leur portefeuille en francs suisses.

croissance économique lors de laquelle l'aversion pour le risque était faible[12] (taux d'intérêt bas, développement très rapide de la titrisation, paroxysme de la « Grande Modération ») ; alors que la hausse de l'indice initiée au début de l'année 2008 trouve sa source dans les incertitudes consécutives à la crise des *subprimes*, à la crise économique mais aussi aux crises de la dette souveraine en Europe.

A cet égard, l'appréciation récente du taux de change du franc suisse est en grande partie due à son statut de valeur-refuge vis-à-vis du dollar, mais aussi vis-à-vis de la livre sterling ou de l'euro. Si l'introduction de l'euro en 1999 a permis au franc suisse de perdre une partie de ce statut, les « chocs » sur le taux de change entre le franc suisse et le dollar étant partiellement compensés par un mouvement opposé du taux de change entre le franc suisse et l'euro (ce qui a pour conséquence de limiter quelque peu les fluctuations du taux de change réel du franc suisse) (Ranaldo et Söderling, 2007 ; Reynard, 2008), les crises de la dette souveraine qui frappent certains pays européens depuis l'année 2009 semblent néanmoins redonner au franc suisse l'entier de son statut de valeur-refuge. Nous pensons par conséquent que les doutes relatifs à l'avenir de l'euro (coordination des politiques monétaires et budgétaires, problèmes de *leadership* entre pays de la zone euro, très fortes asymétries entres les économies de cette zone) et les énormes problèmes financiers auxquels sont confrontés l'Espagne, Grèce, l'Irlande et le Portugal sont déterminants dans la dépréciation du taux de change de l'euro ainsi que dans l'affermissement du rôle de valeur-refuge du franc suisse. Cela explique ainsi la forte appréciation de l'indice du taux de change effectif réel de ce dernier depuis le milieu de l'année 2010.

Par égard à l'extraversion de l'économie helvétique et au statut spécifique du franc suisse au niveau international, les autorités suisses et la banque centrale du pays sont en définitive confrontées à d'imposantes contraintes dans la conduite de leur politique monétaire. Le taux de change est une variable essentielle pour l'activité économique suisse. Or, la banque centrale du pays ne peut que difficilement influencer les fluctuations des taux de change de la monnaie nationale puisque celles-ci sont en majeure partie déterminées par des éléments structurels comme la compétitivité de l'industrie suisse, l'état de la balance des paiements du pays, sa dotation en matières premières, mais surtout par le statut spécifique de valeur-refuge du franc suisse. Malgré ces difficultés et en dépit du fait que le taux de change n'est pas un objectif explicite de la politique monétaire de la Banque nationale suisse (BNS), cette dernière essaie tout de même de niveler discrètement les fluctuations erratiques du taux de change du franc suisse (Rossi, 2008 ; Genberg et Gerlach, 2010). Ses interventions sur le marché des devises sont d'autant plus conséquentes que son objectif de stabilité des prix, qui consiste à maintenir l'inflation annuelle mesurée par l'indice des prix à la consommation dans une fourchette de zéro à deux points de pourcentage, n'est pas menacé. Par ailleurs, la stabilité du taux de change est instrumentale pour assurer la stabilité des prix et des taux d'intérêt dans une petite économie ouverte (Rossi, 2008). La BNS doit donc faire preuve de subtilité et de tact dans ses interventions de politique monétaire, car sa mission s'avère délicate. Au moment où nous rédigeons cet article (mai 2011), la BNS conserve ainsi son taux d'intérêt de référence, le LIBOR (*London Interbank Offered Rate*) à 3 mois, à un niveau proche de 0.25 pour cent afin de ne pas attirer les flux de capitaux entrants sensibles à un couple « rendement-risque » pouvant devenir très intéressant pour de nombreux investisseurs. La BNS intervient aussi régulièrement sur le marché des devises (en vendant des francs suisses) pour limiter l'appréciation du taux de change du franc suisse. Cette intervention s'effectue néanmoins dans la limite des possibilités de la BNS en la matière, car les montants de ses opérations ne représentent qu'une fraction infime des mouvements quotidiens sur le marché des changes.

[12] Il est intéressant de relever l'augmentation de l'indice du taux de change effectif réel en 2004, suite aux attaques terroristes de Madrid le 11 mars.

Ainsi, par égard à la complexité de sa mission, les interventions de la BNS peuvent être sujettes, quant à leur vigueur, à des critiques de la part de différentes parties prenantes de la politique monétaire suisse. La récente évolution du taux de change du franc suisse (depuis l'année 2008, mais plus particulièrement depuis la moitié de l'année 2010) en est un exemple patent : de nombreuses voix s'élèvent dans les milieux patronaux et syndicaux, dans les gouvernements cantonaux mais aussi au sein des principales formations politiques helvétiques pour dénoncer une évolution du taux de change du franc suisse qui serait devenue trop menaçante pour l'économie du pays, selon les éléments théoriques que nous avons introduits dans la première section de cet article. Par conséquent, une analyse détaillée des risques de l'appréciation du taux de change du franc suisse pour l'économie fribourgeoise semble particulièrement opportune.

3 La structure de l'économie et du commerce international fribourgeois

Comme nous l'avons mentionné dans la première section, l'analyse de l'impact d'une évolution donnée du taux de change du franc suisse sur l'économie nationale devrait intégrer plusieurs éléments : la structure des exportations et des importations du territoire en question mais aussi l'activité économique à l'étranger. Ainsi, nous procédons en plusieurs étapes : nous débutons par une brève analyse de l'économie fribourgeoise ; nous étudions ensuite la structure géographique des exportations fribourgeoises et suisses, en considérant également les importations ; puis, dans le but de distinguer la structure du commerce international des différentes branches d'activité du canton de Fribourg, nous intégrons la composante sectorielle à notre analyse géographique. Finalement, nous comparons la qualité des produits exportés par le canton de Fribourg et la Suisse. Ces différentes étapes facilitent alors l'analyse des risques d'une revalorisation du taux de change du franc suisse pour l'économie fribourgeoise, qui est l'objet de notre quatrième section.

Nous utilisons ici les données fournies par l'AFD. Celles-ci ne concernent que les échanges internationaux de marchandises. Nous ne tenons donc pas compte de l'échange international de services,[13] car celui-ci ne fait pas encore l'objet de statistiques au niveau cantonal. Néanmoins, cette lacune ne devrait pas avoir de conséquences fâcheuses par égard à la structure économique du canton de Fribourg, à laquelle nous allons maintenant nous consacrer.

La structure de l'économie fribourgeoise

Considérons la structure économique du canton de Fribourg tout en la comparant au cas suisse. Débutons en conséquence par un avertissement : les comparaisons économiques entre un pays et l'une des régions qui le composent doivent être interprétées avec prudence. En effet, l'intégration de la Suisse aux autres pays est sans aucune mesure à l'intégration du canton de Fribourg aux autres cantons suisses : il n'y a pas de restriction à la circulation de marchandises, de services, de capitaux et de facteurs de production entre cantons, qui ne sont d'ailleurs pas délimités par une douane. C'est l'une des raisons pour lesquelles des travaux comme la comptabilité économique sont avant tout menés au niveau national. En outre, cet avertissement est particulièrement saillant quant à la pertinence des comparaisons entre cantons et nation suisse relativement à leur commerce extérieur,[14] car ce sont bel et bien deux entités de nature différente. Nous aurons l'occasion d'y revenir. En dépit de cet avertissement, nous utilisons les travaux menés par l'institut de recherche

[13] Dans le but d'établir la balance des paiements de la Suisse, la BNS mène des estimations relatives aux importations et aux exportations de services. Cependant, ces travaux ne sont pas conduits au niveau cantonal. A cet égard, nous avons contacté l'institut de recherche BAK Basel Economics AG. Là aussi, aucun travail n'a été réalisé sur les importations et les exportations cantonales de services.

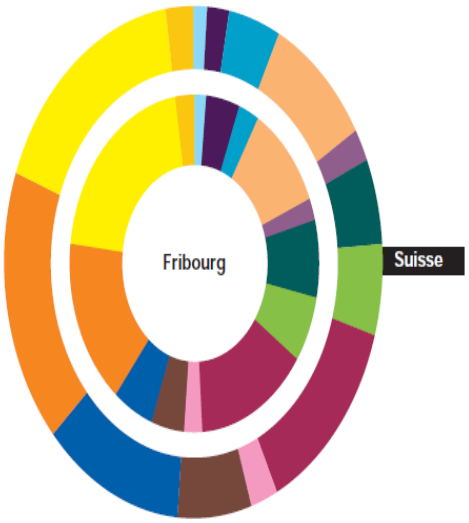
[14] Quand nous parlons de la « demande extérieure » ou du « commerce extérieur » du canton de Fribourg, ce sera pour désigner le commerce international du canton et non pas les relations commerciales avec les autres cantons suisses.

BAK Basel Economics AG à Bâle pour le calcul du PIB fribourgeois. Pour déterminer la valeur ajoutée de chaque branche d'activité, cet institut se base sur le nombre d'emplois de chaque établissement sis dans le canton de Fribourg (et non pas en fonction des sociétés dont le siège juridique est sis dans le canton), évitant ainsi certains de ces écueils.

Malgré d'importantes analogies avec l'économie helvétique, la structure économique du canton de Fribourg présente quelques spécificités qu'il est utile de relever. Premièrement, ce canton est plus rural que l'ensemble du pays, puisque le secteur primaire totalise, en 2009, 3 pour cent de la valeur ajoutée nominale[15] dans le PIB du canton, un chiffre trois fois supérieur à celui de la Suisse (Banque cantonale de Fribourg et Service de la statistique du canton de Fribourg, 2010). Deuxièmement, le secteur secondaire constitue 31,4 pour cent du PIB du canton de Fribourg, alors qu'il n'en représente que 27,4 pour cent au niveau national (*Ibid.*). L'importance des secteurs primaire et secondaire dans le PIB fribourgeois a pour conséquence de limiter le rôle joué par le secteur des services. Ainsi, ce dernier ne totalise en 2009 que 65,6 pour cent de l'activité économique (un pourcentage inférieur de 6 points au chiffre suisse) (*Ibid.*). Finalement, il apparaît opportun de mentionner une étude dirigée par l'Institut Créa de macroéconomie appliquée de l'Université de Lausanne, qui souligne que la contribution au PIB fribourgeois du secteur « quaternaire »[16] est la plus faible parmi tous les cantons romands – 18 pour cent pour le canton de Fribourg contre 27 pour cent au niveau romand (Banques cantonales romandes et *ali*, 2010). La spécialisation du canton de Fribourg dans les industries de haute technologie est donc plutôt faible.

Sur la base de cette structure économique, il est possible d'affiner l'analyse du tissu économique du canton de Fribourg en désagrégeant les données en fonction de chaque branche d'activité, tel que le montre la figure n°3.

Figure n°3 : structure économique selon la valeur ajoutée nominale brute, canton de Fribourg et Suisse, 2008



	Fribourg	Suisse
Agriculture	1.5%	1.2%
Alimentation	4.4%	1.9%
Industrie chimique	2.7%	4.4%
Biens d'équipement	10.2%	8.9%
Electricité, gaz, eau	2.1%	2.0%
Construction	7.4%	5.4%
Autres, secteur secondaire	6.3%	5.8%
Commerce	14.4%	13.1%
Hôtellerie et restauration	2.3%	2.3%
Transports et communications	4.2%	6.3%
Banques, assurances	5.3%	12.0%
Services aux entreprises	16.0%	17.4%
Secteur public	20.7%	17.0%
Autres services	2.5%	2.3%

Sources : Banque cantonale de Fribourg et Service de la statistique du canton de Fribourg (2009), BAK Basel Economics AG

[15] Ces données découlent des estimations effectuées par l'institut de recherche BAK Basel Economics AG, sur mandat du Conseil d'Etat fribourgeois.

[16] Le secteur quaternaire peut être défini comme regroupant les entreprises actives dans les moyennes et hautes technologies et les industries du savoir, c'est-à-dire des activités reposant largement sur les résultats de la recherche et du développement (Banques cantonales romandes et *ali*, 2010). Ce secteur recoupe l'ensemble des trois secteurs traditionnels.

On remarque sur la figure n°3 que l'industrie agroalimentaire occupe une place prépondérante dans l'économie fribourgeoise puisque sa valeur ajoutée totalise 4,4 pour cent du PIB cantonal, ce qui est largement supérieur au pourcentage suisse. Ce constat est identique pour l'industrie des biens d'équipement : elle représente 10,2 pour cent du PIB fribourgeois, contre 8,9 pour cent au niveau national. En raison du dynamisme démographique du canton de Fribourg et de son statut de canton résidentiel, le commerce de détail et le secteur de la construction y jouent également un rôle relativement plus important qu'au niveau national (respectivement 14,4 pour cent et 13,1 pour cent du PIB pour le commerce de détail et 7,4 pour cent et 5,4 pour cent pour le secteur de la construction). En outre, la figure n°3 confirme que l'économie du canton de Fribourg est moins tertiarisée que l'économie helvétique : d'une part, le secteur financier (banques et assurances) représente 5,3 pour cent du PIB cantonal, contre 12,0 pour cent du PIB national ; d'autre part, les services de transports et de communication et les services aux entreprises revêtent une importance plus marquée au niveau national qu'au niveau fribourgeois. A contrario, le secteur public totalise 20,7 pour cent de la création de valeur ajoutée du canton de Fribourg contre 17,0 pour cent au niveau suisse.

En définitive, la structure économique fribourgeoise montre qu'il n'est pas déraisonnable de s'intéresser uniquement aux importations et aux exportations de biens, en négligeant ainsi les services. En effet, le secteur primaire, mais surtout le secteur secondaire, revêtent une importance particulière pour le canton de Fribourg alors que le commerce de détail est un élément déterminant du secteur tertiaire. Nous pouvons dorénavant nous consacrer à la structure du commerce international du dit canton, tout en gardant à l'esprit les principaux traits de son économie que nous avons soulignés plus haut.

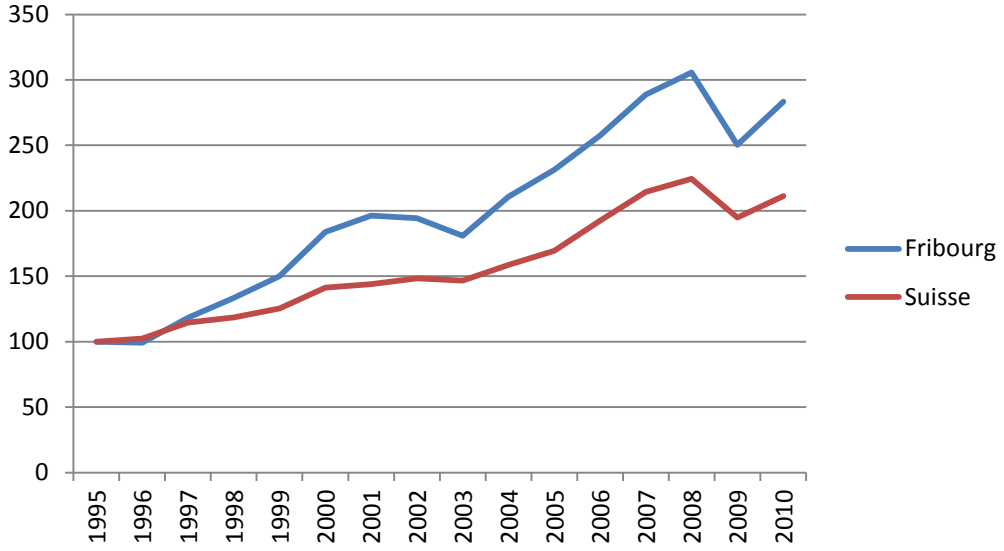
La structure du commerce international du canton de Fribourg

Nous allons maintenant mener une analyse tripartite de la composition du commerce international du canton de Fribourg : une étude de la composition géographique des exportations et des importations du canton ; à laquelle nous ajoutons une dimension relative à la nature des produits exportés et à leur emploi final ; et finalement une comparaison de la qualité des produits exportés par le canton de Fribourg et la Suisse. Pour ce faire, nous comparons la situation fribourgeoise à la situation helvétique à travers deux années de référence, l'année 1995 et l'année 2010.[17] Nous consacrons également plus d'attention à la composition des exportations qu'à la composition des importations. En effet, les exportations sont un élément prépondérant de la demande agrégée d'une petite économie ouverte, alors que les données concernant les importations cantonales ne font pas vraiment sens, en raison du fait que le canton où est dédouané un bien peut différer du canton où il est consommé (des limites que nous retrouvons cependant aussi pour les exportations cantonales).

Avant de mener cette analyse, débutons par une vue synthétique de l'évolution des exportations fribourgeoises entre les deux périodes de référence. Pour ce faire, nous avons calculé dans la figure n°4 un indice, avec une base de 100 en début de période, synthétisant l'augmentation des exportations entre les années 1995 et 2010, tant pour le canton de Fribourg que pour l'ensemble du pays.

[17] Concernant l'année 2010, nous avons utilisé les données provisoires publiées par l'AFD. Selon un entretien téléphonique avec Mme Isabelle Staub, collaboratrice spécialisée à la statistique du commerce extérieur de l'AFD, cette décision n'a aucune conséquence sur les conclusions de notre analyse. En effet, les différences entre les données provisoires et les données définitives sont minimes (de l'ordre de quelques kilos de marchandises).

Figure n°4 : évolution indicielle des exportations fribourgeoises et suisses entre les années 1995 et 2010



Source : AFD ; retraitement des données et calcul de l'indice effectués par l'auteur.

On constate sur la figure n°4 que les exportations fribourgeoises, en passant de 2,517 à 7,133 milliards de francs suisses de 1995 à 2010, ont quasiment triplé en l'espace d'une quinzaine d'années. Quant aux exportations suisses, elles ont été multipliées par deux sur la même période (de 96,236 à 230,344 milliards de francs suisses).[18] Ainsi, les exportations fribourgeoises totalisent en 2010 3,5 pour cent des exportations suisses, alors qu'elles n'en représentaient que 2,6 pour cent en 1995. Ce dynamisme apparent de l'économie fribourgeoise doit néanmoins être relativisé avec vigueur, car l'augmentation des exportations du canton est en grande partie due à des phénomènes purement statistiques et juridiques. En effet, plusieurs entreprises, en particulier de l'industrie chimique et de l'industrie du luxe, ont installé leurs sièges sociaux ou un centre de facturation dans le canton de Fribourg. Par conséquent, les importations et les exportations de ces marchandises sont comptabilisées dans ce canton alors que l'activité productive qui les concerne s'effectue dans d'autres régions du pays (par exemple le canton de Neuchâtel pour l'horlogerie de luxe). Nous étayons ce constat dans notre analyse de la structure géographique des exportations fribourgeoises et suisses.

La dimension géographique des exportations fribourgeoises et suisses

Les entreprises fribourgeoises et suisses exportent leurs marchandises dans le monde entier. Si la géographie des exportations du canton de Fribourg et celle du pays dans son ensemble présentaient de grandes analogies en 1995, il existe des divergences significatives en 2010, du moins en apparence. A cet égard, nous comparons dans le tableau n°1 la structure géographique des exportations du canton de Fribourg et de la Suisse pour les années 1995 et 2010. Nous avons retraité

[18] En comparant les deux courbes dans la figure n°4 avec la courbe de l'indice du taux de change effectif réel du franc suisse exposée dans la figure n°1, on remarque bel et bien que, selon notre modèle théorique, il y a une corrélation négative entre l'évolution du franc suisse et l'évolution des exportations, en particulier pour les années 2001 à 2008. Cependant, nous avons vu que le franc suisse se caractérise par un rôle de valeur-refuge. Par conséquent, ces corrélations peuvent très bien traduire des évolutions conjointes entre le niveau de la prime de risque du franc suisse et l'état de la conjoncture mondiale. Par ailleurs, on remarque que l'appréciation du taux de change du franc suisse entre les années 2008 et 2011 coïncide avec une décroissance des exportations fribourgeoises et suisses, mais aussi avec leur croissance.

ici les données reçues de l'Administration des douanes et subdivisé les exportations totales en sélectionnant des continents, des pays ou des groupes de pays, selon les besoins de notre analyse.[19]

Tableau n°1 : structure géographique des exportations du canton de Fribourg et de la Suisse pour les années 1995 et 2010

Destination	Exportations du canton de Fribourg en 1995	%	Exportations suisses en 1995	%	Exportations du canton de Fribourg en 2010	%	Exportations suisses en 2010	%
Union européenne	1'650'783'788	65.6%	62'155'191'288	64.6%	3'327'909'108	46.7%	119'200'592'629	58.6%
dont : UE zone euro	*1'435'033'999*	*57.0%*	*52'061'997'477*	*54.1%*	*3'030'911'709*	*42.5%*	*98'443'564'691*	*48.4%*
UE autres	*215'749'789*	*8.6%*	*10'093'193'811*	*10.5%*	*296'997'399*	*4.2%*	*20'757'027'938*	*10.2%*
Amérique du Nord	225'766'792	9.0%	8'983'363'124	9.3%	699'467'504	9.8%	23'446'829'147	11.5%
Amérique latine	42'415'777	1.7%	2'541'432'061	2.6%	136'479'752	1.9%	6'111'891'905	3.0%
Moyen-Orient	7'754'387	0.3%	3'481'524'975	3.6%	336'752'244	4.7%	8'121'622'989	4.0%
Japon	178'941'652	7.1%	3'845'228'347	4.0%	451'186'233	6.3%	6'734'783'510	3.3%
Chine	24'900'759	1.0%	843'303'586	0.9%	285'896'636	4.0%	7'466'197'139	3.7%
NPE et NPI d'Asie	225'084'497	8.9%	8'288'128'267	8.6%	1'586'213'827	22.2%	16'006'158'168	7.9%
Afrique	17'872'999	0.7%	1'764'941'761	1.8%	79'133'611	1.1%	3'434'183'440	1.7%
Divers	142'999'942	5.7%	4'333'268'720	4.5%	230'147'725	3.2%	12'822'735'678	6.3%
Total	**2'516'520'593**	**100.0%**	**96'236'382'129**	**100.0%**	**7'133'186'640**	**100.0%**	**203'344'994'605**	**100.0%**

Source : AFD ; données retraitées par l'auteur.

Comme le montre le tableau n°1, la structure des exportations fribourgeoises était en 1995 très ressemblante à celle de la Suisse (partie gauche du tableau). A cette époque, le canton de Fribourg paraissait plus dépendant de la zone euro et du Japon (qui représentaient respectivement 57 pour cent et 7 pour cent des exportations du canton), alors que les exportations en destination du Moyen-Orient étaient douze fois plus importantes pour la Suisse (3,62 pour cent), en raison notamment de la vente d'objets d'horlogerie et de bijouterie produits dans d'autres cantons suisses. On remarque en outre que l'Union européenne (UE) comptait pour deux tiers du commerce extérieur, tant fribourgeois que suisse, et que les Nouveaux pays exportateurs (NPE) et les Nouveaux pays industrialisés (NPI) asiatiques, ainsi que les pays d'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), en représentaient chacun un peu moins d'une dizaine de points de pourcentage.

La structure géographique des exportations est maintenant plus dispersée, tant pour le canton de Fribourg que pour l'ensemble du pays. Ainsi, en 2010 l'Union européenne ne représente plus que 59 pour cent de la demande extérieure suisse, alors que la zone euro n'en compte plus que pour 42 pour cent. Les exportations suisses sont aujourd'hui plus diversifiées, à destination de pays tels que la Chine, les Emirats arabes unis, le Brésil ou l'Inde. Selon Hildebrand (2010), cette diversification de la demande extérieure suisse, en cours depuis maintenant une vingtaine d'années, a été l'un des facteurs explicatifs de résilience de l'économie suisse durant la récente crise économique. En effet, elle a permis à l'activité économique du pays d'être moins sensible à la mauvaise conjoncture européenne et états-unienne[20] tout en permettant à la Suisse d'être l'un des seuls pays à profiter d'un phénomène de « découplage »[21] de l'activité économique mondiale. En dépit de ces transformations, les principaux partenaires commerciaux de la Suisse restent l'Allemagne (19,3 pour cent des exportations), les Etats-Unis (10,1 pour cent), l'Italie (7,9 pour cent), la France (7,6 pour cent) et le Royaume-Uni (5,9 pour cent).

[19] A cet égard, nous avons regroupé dans une même entité les «Nouveaux pays exportateurs » (NPE ; Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Viêt-Nam) et les « Nouveaux pays industrialisés » (NPI ; Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour, Taiwan) d'Asie.

[20] Les exportations suisses ont tout de même enregistré une diminution absolue lors de l'année 2009.

[21] La thèse du découplage consiste à différencier l'évolution économique des pays à hauts-revenus de celle des pays émergents. Ainsi, en cas de ralentissement de l'activité économique dans les premiers, la forte croissance des seconds pourrait alors continuer à soutenir la demande mondiale.

Comparée au cas suisse, la distribution géographique des exportations fribourgeoises est en apparence moins concentrée. Ainsi, l'Union européenne ne compterait plus que pour 46,7 pour cent de la demande extérieure fribourgeoise, alors que les pays du Moyen-Orient, le Japon, la Chine ainsi que les NPE et NPI d'Asie représenteraient respectivement 4,7 pour cent, 6,3 pour cent, 4,0 pour cent et 22,2 pour cent des exportations du canton. Cette diversification serait ainsi le signe d'une plus forte résilience de l'économie fribourgeoise dans le cas d'une crise économique en Europe et aux Etats-Unis. En réalité, il n'en est rien. Comme nous l'avons mentionné plus haut, il y a en effet lieu de différencier le lieu de production du lieu de facturation de nombreux produits vendus par certaines grandes entreprises du canton. Ce constat est particulièrement patent pour une société de la bijouterie et de l'horlogerie de luxe. Pour s'en convaincre, nous allons croiser les données géographiques et sectorielles des exportations fribourgeoises. Mais auparavant, mentionnons dans le tableau n°2 la structure géographique des importations du canton de Fribourg et de la Suisse pour les deux années de référence.

Tableau n°2 : structure géographique des importations du canton de Fribourg et de la Suisse pour les années 1995 et 2010

	Importations du canton de Fribourg en 1995	**%**	**Importations suisses en 1995**	**%**	**Importations du canton de Fribourg en 2010**	**%**	**Importations suisses en 2010**	**%**
Union européenne	1'419'652'058	89.6%	76'349'367'976	80.8%	3'578'996'776	85.4%	142'033'722'264	77.5%
dont : UE zone euro	*1'298'180'081*	*81.9%*	*67'497'198'409*	*71.4%*	*3'266'676'155*	*77.9%*	*127'668'770'531*	*69.6%*
UE autres	*121'471'977*	*7.7%*	*8'852'169'567*	*9.4%*	*312'320'621*	*7.4%*	*14'364'951'733*	*7.8%*
Amérique du Nord	47'383'847	3.0%	6'226'666'048	6.6%	164'080'186	3.9%	10'758'814'786	5.9%
Amérique latine	10'060'605	0.6%	1'246'841'781	1.3%	63'820'520	1.5%	2'377'736'890	1.3%
Moyen-Orient	1'717'399	0.1%	849'269'967	0.9%	50'394'240	1.2%	1'846'493'427	1.0%
Japon	31'258'307	2.0%	2'984'956'016	3.2%	71'643'049	1.7%	3'680'669'443	2.0%
Chine	17'552'489	1.1%	1'075'465'970	1.1%	85'592'751	2.0%	6'085'814'155	3.3%
NPE et NPI d'Asie	30'193'607	1.9%	2'676'901'348	2.8%	116'683'931	2.8%	8'013'159'849	4.4%
Afrique	1'159'455	0.1%	1'226'419'162	1.3%	20'530'697	0.5%	2'213'516'441	1.2%
Divers	25'816'551	1.6%	1'847'371'377	2.0%	40'686'726	1.0%	6'350'109'658	3.5%
Total	**1'584'794'318**	**100.0%**	**94'483'259'645**	**100.0%**	**4'192'428'876**	**100.0%**	**183'360'036'913**	**100.0%**

Source : AFD ; données retraitées par l'auteur.

En raison d'une différenciation entre le canton de dédouanement et le canton de consommation des produits importés (ou le canton d'utilisation des produits semi-finis et des biens d'équipement importés), l'analyse des importations du canton de Fribourg apparaît quelque peu périlleuse. A contrario, quelques commentaires sur le cas suisse s'imposent. Avec une structure géographique des importations quasiment inchangée entre 1995 et 2010, la Suisse importe aujourd'hui 78 pour cent des marchandises de pays de l'UE, en particulier 31,9 pour cent d'Allemagne, 10,2 pour cent d'Italie, 8,5 pour cent de France et 4,5 pour cent des Pays-Bas. En outre, 5,4 pour cent et 3,3 pour cent des importations suisses proviennent des Etats-Unis et de la Chine. En considérant les tableaux n°1 et n°2, on remarque que la Suisse entretient en 2010 une balance commerciale déficitaire de respectivement 22,8 milliards de francs suisses avec l'UE et de 29 milliards de francs suisses avec la zone euro. Ce déficit vis-à-vis de la zone euro est largement compensé par les excédents commerciaux générés avec les Etats-Unis, la Japon, la Chine (la Suisse est l'un des seuls pays à haut revenu dont la balance commerciale avec la Chine est excédentaire) ou encore les NPE et NPI d'Asie, permettant à la balance commerciale du pays d'être excédentaire de 20 milliards de francs suisses. En vertu de la structure géographique et de la composition de ses exportations, la Suisse profite ainsi pleinement de la division internationale du travail.

La nature des biens exportés par le canton de Fribourg et la Suisse selon les pays de destination

Par égard aux anomalies trouvées dans la structure géographique des exportations du canton de Fribourg, il apparait maintenant opportun de désagréger ces données en fonction des secteurs d'activité. Nous décomposons ensuite la structure géographique des exportations fribourgeoises et suisses en fonction de l'emploi final des produits vendus. A cet effet, le tableau n°3 montre la composition sectorielle des exportations pour le canton de Fribourg et pour l'ensemble de la Suisse, selon les deux années de référence

Tableau n°3 : composition sectorielle des exportations du canton de Fribourg et de la Suisse pour les années 1995 et 2010

Branche	Exportations du canton de Fribourg en 1995	%	Exportations suisses en 1995	%	Exportations du canton de Fribourg en 2010	%	Exportations suisses en 2010	%
Agriculture et sylviculture	124'398'009	4.9%	3'534'881'200	3.7%	214'600'258	3.0%	8'497'589'647	4.2%
Produits énergétiques	71'857	0.0%	88'048'539	0.1%	142'379	0.0%	5'655'241'384	2.8%
Textiles et habillement	47'135'672	1.9%	3'952'877'220	4.1%	74'106'706	1.0%	3'385'998'551	1.7%
Papier, produits des arts graphiques	25'909'272	1.0%	2'526'851'945	2.6%	105'345'035	1.5%	2'922'495'013	1.4%
Cuirs, caoutchouc et plastiques	239'618'120	9.5%	2'868'436'464	3.0%	173'412'846	2.4%	4'481'540'023	2.2%
Produits chimiques	567'748'611	22.6%	24'042'847'242	25.0%	985'217'557	13.8%	75'873'899'726	37.3%
Pierres et terres	25'733'515	1.0%	733'494'494	0.8%	14'172'531	0.2%	889'461'490	0.4%
Métaux et ouvrages en métaux	175'396'870	7.0%	8'346'182'868	8.7%	246'399'621	3.5%	12'736'628'299	6.3%
Machines et électronique	499'246'216	19.8%	27'395'891'885	28.5%	1'010'210'497	14.2%	36'430'838'686	17.9%
Véhicules	21'377'470	0.8%	1'935'847'754	2.0%	48'475'758	0.7%	3'988'979'829	2.0%
Instruments, horlogerie, bijouterie	742'703'252	29.5%	14'945'033'335	15.5%	4'176'579'667	58.6%	36'963'918'267	18.2%
Produits divers	40'514'806	1.6%	1'641'625'811	1.7%	46'600'497	0.7%	1'514'303'955	0.7%
Métaux précieux et pierres gemmes	5'382'907	0.2%	3'510'125'142	3.6%	37'475'722	0.5%	8'647'345'720	4.3%
Objets d'art et d'antiquités	1'284'016	0.1%	714'238'230	0.7%	447'566	0.0%	1'356'754'015	0.7%
Total	**2'516'520'593**	**100.0%**	**96'236'382'129**	**100.0%**	**7'133'186'640**	**100.0%**	**203'344'994'605**	**100.0%**

Source : AFD ; données retraitées par l'auteur.

On constate sur le tableau n°3 que la distribution sectorielle des exportations fribourgeoises et suisses est très concentrée, tant en 1995 qu'en 2010. Trois postes se distinguent à cet égard : les produits chimiques, les machines, ainsi que le secteur des instruments de précision, de l'horlogerie et de la bijouterie. Au niveau suisse, la part des produits chimiques dans le total des exportations a augmenté de 12 points de pourcentage entre les deux années de référence, en raison notamment de l'exceptionnel développement de la chimie bâloise.

Quant au cas fribourgeois, la distribution sectorielle des exportations est encore plus concentrée. A nouveau, les trois branches d'activité que sont la chimie et la pharmaceutique, le secteur des machines ainsi que les instruments de précision, l'horlogerie et la bijouterie se distinguent nettement des autres. En particulier, les instruments de précision, l'horlogerie et la bijouterie totalisent 58,6 pour cent des exportations du canton de Fribourg. En réalité, ce chiffre est biaisé, puisque, comme nous l'avons déjà souligné, une grande entreprise de produits de luxe entretient son centre administratif dans le canton de Fribourg alors que la production afférente aux exportations est faite dans d'autres cantons. La valeur ajoutée qui en découle n'est donc pas créée sur le sol fribourgeois. Ce phénomène est aussi l'apanage de la chimie et de la pharmaceutique du canton de Fribourg puisque un grand groupe de la chimie européenne y entretient un centre de facturation de nature identique. Par égard au chiffre d'affaires réalisé à l'étranger par ces deux entreprises (et d'autres ayant recours au même type d'organisation), il paraît raisonnable d'avancer que plus de la moitié des exportations du canton de Fribourg ne correspondent à aucune valeur ajoutée créée sur son sol, biaisant ainsi les chiffres de son commerce extérieur. Affinons maintenant notre analyse géographique des exportations fribourgeoises en y ajoutant la composante sectorielle : le tableau

n°3 montre la structure géographique des exportations du canton de Fribourg et de la Suisse pour les années 1995 et 2010, selon la nature des produits vendus.

Tableau n°4 : structure géographique des exportations du canton de Fribourg en 2010, selon la nature des produits vendus

	Agriculture et sylviculture	%	Cuirs, caoutchouc et plastiques	%	Produits chimiques	%	Métaux et ouvrages en métaux	%	Machines et électronique	%	Instruments, horlogerie, bijouterie	%	Divers	%	Total	%
Union européenne	161'077'000	75.1%	109'059'000	62.9%	704'867'000	71.5%	191'865'000	77.9%	731'638'000	72.4%	1'222'594'000	29.3%	206'809'000	63.3%	3'327'909'000	46.7%
dont : UE zone euro	*151'340'000*	*70.5%*	*101'126'000*	*58.3%*	*612'098'000*	*62.1%*	*169'042'000*	*68.6%*	*637'204'000*	*63.1%*	*1'161'116'000*	*27.8%*	*198'986'000*	*60.9%*	*3'030'912'000*	*42.5%*
UE autres	*9'737'000*	*4.5%*	*7'933'000*	*4.6%*	*92'769'000*	*9.4%*	*22'823'000*	*9.3%*	*94'434'000*	*9.3%*	*61'478'000*	*1.5%*	*7'823'000*	*2.4%*	*296'997'000*	*4.2%*
Amérique du Nord	10'206'000	4.8%	7'277'000	4.2%	66'252'000	6.7%	16'258'000	6.6%	86'781'000	8.6%	481'657'000	11.5%	31'037'000	9.5%	699'468'000	9.8%
Amérique latine	1'633'000	0.8%	1'518'000	0.9%	18'058'000	1.8%	12'980'000	5.3%	18'604'000	1.8%	79'456'000	1.9%	4'231'000	1.3%	136'480'000	1.9%
Moyen-Orient	3'006'000	1.4%	5'086'000	2.9%	25'489'000	2.6%	6'533'000	2.7%	9'297'000	0.9%	279'917'000	6.7%	7'424'000	2.3%	336'752'000	4.7%
Japon	1'049'000	0.5%	12'612'000	7.3%	78'127'000	7.9%	1'234'000	0.5%	20'897'000	2.1%	325'394'000	7.8%	11'873'000	3.6%	451'186'000	6.3%
Chine	953'000	0.4%	6'080'000	3.5%	10'433'000	1.1%	5'166'000	2.1%	33'465'000	3.3%	223'438'000	5.3%	6'362'000	1.9%	285'897'000	4.0%
NPE et NPI d'Asie	6'920'000	3.2%	27'826'000	16.0%	24'197'000	2.5%	6'403'000	2.6%	72'981'000	7.2%	1'432'121'000	34.3%	15'766'000	4.8%	1'586'214'000	22.2%
Afrique	13'112'000	6.1%	932'000	0.5%	13'400'000	1.4%	3'520'000	1.4%	5'441'000	0.5%	38'938'000	0.9%	3'791'000	1.2%	79'134'000	1.1%
Autres	16'644'000	7.8%	3'023'000	1.7%	44'395'000	4.5%	2'441'000	1.0%	31'106'000	3.1%	93'065'000	2.2%	39'473'000	12.1%	230'147'000	3.2%
Total	**214'600'000**	**100.0%**	**173'413'000**	**100.0%**	**985'218'000**	**100.0%**	**246'400'000**	**100.0%**	**1'010'210'000**	**100.0%**	**4'176'580'000**	**100.0%**	**326'766'000**	**100.0%**	**7'133'187'000**	**100.0%**
%		**3.0%**		**2.4%**		**13.8%**		**3.5%**		**14.2%**		**58.6%**		**4.6%**		**100.0%**

Source : AFD ; données retraitées par l'auteur.

On remarque sur le tableau n°4 que la diversification de la géographie des exportations du canton de Fribourg s'explique en majeure partie par le biais que nous avons souligné précédemment. Plus précisément, l'importance des NPE et NPI d'Asie dans les exportations du dit canton semble trouver sa source dans la chaîne logistique et la politique de distribution de cette grande entreprise de produits de luxe : les produits sont acheminés vers une plate-forme de redistribution à Hong-Kong, pour ensuite être réexpédiés dans d'autres pays asiatiques. Dans une logique similaire, les exportations d'instruments de précision, d'horlogerie et de bijouterie en destination de la France sont aussi extrêmement élevées. Quant aux produits chimiques, le groupe européen précité exporte « depuis son centre administratif » pour plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de millions de francs suisses en France, en Belgique ou en Italie. On le constate donc aisément, les chiffres relatifs aux exportations fribourgeoises sont extrêmement biaisés, un biais provenant surtout du secteur des instruments de précision, de l'horlogerie et de la bijouterie et faussant ainsi les données sur la structure géographique et la composition sectorielle des exportations du canton. A l'inverse, en tenant compte de ce biais, il est alors possible de recouper les chiffres des exportations avec les données sur la structure économique du canton de Fribourg, ces dernières déterminant la création de valeur ajoutée selon les emplois des établissements (sites de production) sis dans le canton, et non selon le siège social des entreprises. Ainsi, les secteurs traditionnels de l'industrie fribourgeoise que sont les biens alimentaires, les machines ou les ouvrages en métaux ont en réalité une importance beaucoup plus grande dans le commerce extérieur fribourgeois que ne le laissent transparaître les chiffres officiels de l'AFD, surtout si l'on considère que certains sites de fabrication d'une multinationale alimentaire, dont le siège social est sur le territoire vaudois, sont sis dans le canton de Fribourg. A cet égard, ces secteurs ne montrent pas d'extraversion spécifique vers l'Asie, puisque les biens agroalimentaires (classés dans la branche agriculture et sylviculture) sont à 75 pour cent exportés dans l'UE (Allemagne, France, Autriche). Ce ratio se monte à 71,5 pour cent pour les ouvrages en métaux (avec plus d'un tiers de ces produits exportés en Allemagne). Quant aux machines, l'Allemagne représente 36 pour cent des exportations, les Pays-Bas 15 pour cent, la France 9 pour cent et les Etats-Unis 8 pour cent. En définitive, l'importance du secteur secondaire (biens d'équipement) dans les exportations fribourgeoises est beaucoup plus forte que ne le laisseraient penser les données du tableau n°4. Dès lors, il est utile de considérer les exportations fribourgeoises selon l'emploi final des produits vendus.

L'emploi des biens exportés par le canton de Fribourg et la Suisse selon les pays de destination

Nous procédons ici de manière analogue au point précédent : nous débutons par une comparaison entre les exportations fribourgeoises et suisses pour les années 1995 et 2010 pour ensuite proposer une analyse croisée, pour l'année 2010, de la structure géographique des exportations fribourgeoises avec leur répartition selon l'emploi final des produits vendus. Le tableau n°5 compare, pour les deux années de référence, les exportations fribourgeoises et suisses en fonction de l'emploi final des produits vendus.

Tableau n°5 : exportations du canton de Fribourg et de la Suisse selon l'emploi final des produits vendus pour les années 1995 et 2010

Emploi final	Exportations du canton de Fribourg en 1995	%	Exportations suisses en 1995	%	Exportations du canton de Fribourg en 2010	%	Exportations suisses en 2010	%
Biens de consommation	1'411'160'000	56.1%	31'582'782'250	32.8%	4'944'097'000	69.3%	98'916'566'719	48.6%
Biens d'équipement	599'762'000	23.8%	33'344'331'736	34.6%	1'225'679'000	17.2%	50'537'369'272	24.9%
Mat. premières et demi-prod.	498'859'000	19.8%	26'996'856'232	28.1%	925'345'000	13.0%	38'231'717'495	18.8%
Métaux précieux et pierres	5'383'000	0.2%	3'510'125'142	3.6%	37'476'000	0.5%	8'647'345'720	4.3%
Objets d'art et antiquités	1'284'000	0.1%	714'238'230	0.7%	448'000	0.0%	1'356'754'015	0.7%
Produits énergétiques	72'000	0.0%	88'048'539	0.1%	142'000	0.0%	5'655'241'384	2.8%
Total	**2'516'520'000**	**100.0%**	**96'236'382'129**	**100.0%**	**7'133'187'000**	**100.0%**	**203'344'994'605**	**100.0%**

Source : AFD ; données retraitées par l'auteur.

Selon le tableau n°5, la composition des exportations suisses selon l'emploi final des produits vendus s'est modifiée en l'espace d'une quinzaine d'années. Ainsi, les biens de consommation représentent en 2010 48,6 pour cent des exportations du pays, alors que ce chiffre n'était que de 32,8 pour cent en 1995.[22] En termes absolus, les exportations de biens de consommation ont plus que triplé en l'espace de quinze ans, ce qui est peut-être l'expression la plus ostensible de l'insertion réussie de la Suisse dans la division internationale du travail. A l'inverse, les biens d'équipement ne totalisent plus que 24,9 pour cent des biens exportés, un pourcentage inférieur de 9,7 points de pourcentage au chiffre de 1995. Les exportations de produits semi-finis (les exportations de matières premières étant négligeables) ont elles aussi fortement diminuées au profit des biens de consommation. Par conséquent, les exportations suisses sont moins sensibles aux fluctuations conjoncturelles mondiales en raison d'une importance décroissante des biens d'équipement dans les exportations, au profit de biens de consommation de qualité élevée (Hildebrand, 2010). Le canton de Fribourg présente une structure de ses exportations selon l'emploi final des produits vendus analogue à celle de la Suisse, avec cependant des tendances plus exacerbées. Ainsi, les biens de consommation représenteraient en 2010 69,3 pour cent du total des exportations du canton, alors que les biens d'équipement n'en totaliseraient que 17,2 pour cent. Le canton serait alors plus spécialisé dans la production de biens de consommation, au détriment des biens d'équipement, un constat qui contrevient à la spécialisation du canton que nous avons présenté au début de cette section. Sans surprise, ce biais est la conséquence des exportations factices (pour le canton) résultant de la structure organisationnelle et juridique de certaines entreprises. Ce constat a des lors des implications en termes géographiques, comme on peut le remarquer sur le tableau n°6, qui expose la structure géographique des exportations du canton de Fribourg pour les années 1995 et 2010, selon l'emploi final des produits vendus.

[22] Quant aux importations de biens de consommation, celles-ci ne forment que 41,6 pour cent des importations totales en 2010, un chiffre qui est de 22,6 pour cent pour les importations de biens d'équipement. En vertu du manque de ressources minérales en Suisse, les matières premières ont une importance particulière dans les importations du pays, puisqu'elles en représentent 23,1 pour cent en 2010.

Tableau n°6 : structure géographique des exportations du canton de Fribourg en 2010, selon l'emploi final des produits vendus

	Matières premiers et demi-produits	%	Biens d'équipement	%	Biens de consommation	%	Divers	%	Total	%
Union européenne	617'909'000	66.8%	901'707'000	73.6%	1'773'575'000	35.9%	34'718'000	91.2%	3'327'909'000	46.7%
dont : UE zone euro	*528'183'000*	*57.1%*	*814'860'000*	*66.5%*	*1'656'089'000*	*33.5%*	*31'780'000*	*83.5%*	*3'030'912'000*	*42.5%*
UE autres	*89'726'000*	*9.7%*	*86'847'000*	*7.1%*	*117'486'000*	*2.4%*	*2'938'000*	*7.7%*	*296'997'000*	*4.2%*
Amérique du Nord	105'423'000	11.4%	116'112'000	9.5%	476'934'000	9.6%	999'000	2.6%	699'468'000	9.8%
Amérique latine	19'193'000	2.1%	22'649'000	1.8%	94'637'000	1.9%	1'000	0.0%	136'480'000	1.9%
Moyen-Orient	10'883'000	1.2%	16'660'000	1.4%	309'182'000	6.3%	27'000	0.1%	336'752'000	4.7%
Japon	27'980'000	3.0%	17'873'000	1.5%	403'095'000	8.2%	2'238'000	5.9%	451'186'000	6.3%
Chine	31'238'000	3.4%	23'781'000	1.9%	230'876'000	4.7%	2'000	0.0%	285'897'000	4.0%
NPE et NPI d'Asie	61'999'000	6.7%	56'649'000	4.6%	1'467'522'000	29.7%	44'000	0.1%	1'586'214'000	22.2%
Afrique	24'978'000	2.7%	8'049'000	0.7%	46'073'000	0.9%	34'000	0.1%	79'134'000	1.1%
Autres	25'742'000	2.8%	62'199'000	5.1%	142'203'000	2.9%	3'000	0.0%	230'147'000	3.2%
Total	**925'345'000**	**100.0%**	**1'225'679'000**	**100.0%**	**4'944'097'000**	**100.0%**	**38'066'000**	**100.0%**	**7'133'187'000**	**100.0%**
%		**13.0%**		**17.2%**		**69.3%**		**0.5%**		**100.0%**

Source : AFD ; données retraitées par l'auteur.

Comme le montre le tableau n°6, la distribution géographique des exportations de biens d'équipement fribourgeois est beaucoup plus concentrée que ne l'est celle des biens de consommation. Si nous partons du postulat que les exportations de biens de consommation pour le canton de Fribourg sont beaucoup plus faibles que ne le laissent penser les données du tableau n°6 (excepté pour les biens alimentaires), nous constatons alors que l'UE (et plus marginalement les Etats-Unis) est un partenaire beaucoup plus important qu'on n'aurait pu le présager en première lecture des données, et ceci en vertu de la très forte importance des produits semi-finis et des biens d'équipement dans les exportations du canton de Fribourg. On constate donc à nouveau que les industries traditionnelles du dit canton semblent avoir une importance prépondérante dans l'activité exportatrice de celui-ci. Il nous reste à déterminer si ce constat peut avoir des implications sur la qualité des produits exportés par le canton de Fribourg.

La qualité des produits exportés par le canton de Fribourg

La dernière dimension à travers laquelle nous analysons les exportations fribourgeoises est la qualité des produits vendus. Cette réflexion est d'autant plus essentielle qu'une augmentation de la qualité d'un produit réduit le plus souvent son élasticité-prix. Par conséquent, une augmentation de la qualité des biens exportés diminuera l'impact de la compétitivité-prix des entreprises sur les exportations de l'économie nationale. En d'autres termes, une appréciation du taux de change de la monnaie de l'économie nationale aura un impact beaucoup plus faible sur ses exportations si les biens vendus sont de meilleure qualité. Les économistes expriment habituellement la qualité des produits en termes d'unité de valeur (UV), c'est-à-dire le prix moyen par unité de poids (Hildebrand, 2010). Dans cette optique, si la valeur moyenne (en monnaie) d'une tonne de montres augmentait de 20 pour cent entre deux périodes de référence, cela signifierait que la qualité des montres s'est également accrue de 20 pour cent durant ce laps de temps. Nous avons donc calculé dans le tableau n°7 la UV (tonnes des marchandises divisées par les montants en milliers de francs suisses) des exportations fribourgeoises et suisses pour les années 1995 et 2010, tout en sélectionnant les postes d'exportations les plus importants pour l'économie fribourgeoise (les postes dont le montant total des exportations annuelles est supérieur à 150 millions de francs suisses).

Tableau n°7 : unités de valeur des exportations fribourgeoises et suisses pour les années 1995 et 2010

	1995						2010					
	Fribourg			Suisse			Fribourg			Suisse		
Nature des produits	**Tonnes de marchandises**	**Milliers de CHF**	**Unité de valeur**	**Tonnes de marchandises**	**Milliers de CHF**	**Unité de valeur**	**Tonnes de marchandises**	**Milliers de CHF**	**Unité de valeur**	**Tonnes de marchandises**	**Milliers de CHF**	**Unité de valeur**
Agriculture et sylviculture	46'410	124'398	2.68	1'947'766	3'534'881	1.81	151'754	214'600	1.41	4'140'930	8'498'090	2.05
Cuirs, caoutchouc et plastiques	34'517	239'618	6.94	369'883	2'868'436	7.75	18'722	173'413	9.26	596'362	4'481'720	7.52
Produits chimiques	19'140	567'749	29.66	1'369'605	24'042'847	17.55	42'657	985'218	23.10	1'835'300	75'879'300	41.34
Métaux et ouvrages en métaux	23'983	175'397	7.31	1'833'390	8'346'183	4.55	21'841	246'400	11.28	2'647'376	12'735'719	4.81
Machines et électronique	10'542	499'246	47.36	656'361	27'395'892	41.74	28'112	1'010'210	35.94	812'431	36'438'705	44.85
Instruments, horlogerie, bijouterie	418	742'703	1'776.80	24'207	14'945'033	617.38	639	4'176'580	6'536.12	40'114	36'929'481	920.62

Source : AFD ; données retraitées par l’auteur.

Le tableau n°7 montre que, selon l'unité de mesure de la UV, la qualité des exportations suisses a augmenté entre 1995 et 2010, en particulier grâce aux produits chimiques, dont la UV est passée de 18 franc suisses par kilo en 1995 à 41 francs suisses par kilo en 2010, et aux instruments de précision, à l'horlogerie et à la bijouterie, pour lesquels la UV était en 2010 de 921 francs par kilo, alors qu'elle n'était que de 618 francs par kilo en 1995. Selon Hildebrand (2010), cette montée en gamme des exportations suisses a été un élément déterminant dans la résilience de l'économie suisse à la crise économique mondiale qui a débuté en 2008. Hormis la branche d'activité des instruments de précision, de l'horlogerie et de la bijouterie, pour laquelle les données ne sont pas interprétables (mais qui confirment le poids d'une grande entreprise d'objets de luxe dans ce type d'exportations), on remarque que, mis-à-part le secteur des ouvrages en métaux, la qualité des produits exportés par le canton de Fribourg a diminué, selon l'unité de mesure de la UV. Ce constat peut être le signe de difficultés accrues du secteur exportateur fribourgeois en période de turbulences économiques mondiales. En outre, il paraît cohérent avec la taille modeste du secteur quaternaire dans le canton de Fribourg. Cette conclusion doit cependant être considérée avec beaucoup de prudence tant l'unité de mesure de la UV semble être un baromètre grossier de la qualité des produits, sans oublier le biais qui réside dans les données d'exportations fribourgeoises. La UV peut faire office d'indice, mais n'est en tout cas pas une preuve d'un différentiel de qualité entre les produits fribourgeois et les produits suisses.

Somme toute, il ressort de notre étude que les données de l'AFD sont fortement biaisées en faveur d'une structure géographique diversifiée et d'une composition sectorielle des exportations fribourgeoises privilégiant les biens de consommation. Ce biais est la conséquence de structures juridiques et organisationnelles choisies par certaines grandes entreprises dont le siège social (ou un centre de facturation) est sis sur le territoire fribourgeois. Si l'on corrige les données de l'AFD, un exercice que l'on ne peut pas mener de manière précise, notamment en raison de l'accès limité aux informations concernant l'organisation interne des grandes entreprises implantées sur le sol fribourgeois, il s'en suit alors que les biens alimentaires, les machines et les ouvrages en métaux sont les produits prépondérants dans les exportations du canton de Fribourg. A cet égard, les biens d'équipement et les pays de l'Union européenne y ont une importance prépondérante. Il s'avère donc que, comparées aux exportations helvétiques, les exportations fribourgeoises ne font pas exception quant à leur structure géographique et sectorielle. En ce qui concerne la question de la qualité exprimée en unité de valeur, c'est-à-dire le prix moyen par unité de poids, cet indice signale que la qualité des produits exportés par le canton de Fribourg aurait eu tendance à baisser entre 1995 et 2010. Il apparaît cependant périlleux de comparer la qualité des produits fribourgeois et suisses, car la mesure de la UV et les données concernant les exportations fribourgeoises apparaissent fragiles.

4 Les risques de son extraversion internationale pour l'économie du canton de Fribourg

Après avoir étudié l'évolution récente du taux de change du franc suisse, la structure de l'économie du canton de Fribourg ainsi que la structure de ses exportations, nous sommes maintenant en mesure de rédiger une cartographie des risques d'une revalorisation du franc suisse pour l'économie fribourgeoise. Selon le modèle théorique que nous avons décrit dans la première section, nous procédons de la manière suivante : nous débutons par une appréciation générale de l'impact de la revalorisation du franc suisse sur l'économie fribourgeoise ; nous passons ensuite en revue la situation économique dans la zone euro, aux Etats-Unis et en

Extrême-Orient tout en effectuant quelques projections sur les taux de change de leur monnaie respective et l'impact de chaque région étudiée sur l'économie fribourgeoise.

La revalorisation du taux de change du franc suisse et l'économie du canton de Fribourg

Malgré la forte revalorisation de sa monnaie, la Suisse a enregistré en 2010 une croissance économique de l'ordre de 3 points de pourcentage, un chiffre particulièrement élevé pour ce pays. Suite à la crise économique mondiale débutée en 2008, la reprise économique s'y est avérée plus forte que prévu. Actuellement (mai 2011), les indicateurs conjoncturels suisses sont généralement positifs : le taux de chômage a amorcé une légère diminution, le taux d'utilisation des capacités de production demeure à un niveau élevé, les indicateurs de confiance des producteurs et des consommateurs sont bons ; un constat positif pour le canton de Fribourg et sa spécialisation dans la production de biens d'équipement. Du côté de la demande extérieure, les exportations ont légèrement fléchi au quatrième trimestre 2010 en raison de la fermeté du taux de change du franc suisse (Banque nationale suisse, 2011). Cette perte de vigeur s'est confirmée au premier trimestre de l'année 2011 (*Ibid*.).

L'indice du taux de change effectif réel du franc suisse est actuellement (mai 2011) à son plus haut niveau historique depuis 1995. En 2011, l'appréciation du taux de change du franc suisse a encore été exacerbée par les bouleversements politiques en Afrique du Nord et au Proche-Orient, les difficultés de la zone euro (crises de la dette souveraine) et les problèmes budgétaires de plus en plus pressants aux Etats-Unis. Ainsi, comme nous l'avons mentionné, le statut de valeur-refuge du franc suisse joue ici un rôle particulièrement important, et il est peu probable qu'il en soit autrement tant que ces vecteurs de très forte incertitude perdureront. Pour appréhender l'incidence de cette revalorisation du franc suisse sur l'économie nationale, le Réseau économique régional de la BNS mène trimestriellement une étude nommée *Enquête sur les cours de change : impact de la revalorisation du franc et mesures prises par les entreprises* (Banque nationale suisse, 2011). Sur la base de cette analyse et des points développés dans notre travail, nous estimons l'impact actuel et futur d'une revalorisation du franc suisse sur l'économie du canton de Fribourg.

Selon cette enquête, l'appréciation du taux de change du franc suisse a tendance à réduire les marges bénéficiaires des entreprises exportatrices suisses et même à diminuer les quantités vendues pour certaines d'entre elles. Mais l'appréciation du franc suisse, tant nominale que réelle, touche inégalement les différents secteurs de l'économie nationale. Ainsi, selon cette enquête menée lors du premier trimestre de l'année 2011, les secteurs d'activité les plus touchés par cette appréciation sont la métallurgie, les biens d'équipement (électronique, instruments de précision, industrie des machines) et l'industrie textile. Par égard à sa structure économique, ce constat a des implications particulières pour l'économie du canton de Fribourg. Premièrement, l'industrie des machines représente la majeure partie des exportations fribourgeoises (en tenant compte des biais soulignés *supra*) : la revalorisation du franc suisse pourrait alors particulièrement toucher les entreprises de cette branche d'activité et l'ensemble du canton, plus particulièrement les districts de la Singine et du Lac.[23] En freinant les ventes de la métallurgie et du secteur des instruments, l'appréciation du taux de change du franc suisse touchera aussi fortement le district de Gruyère. A l'inverse, les exportations de biens alimentaires et de produits chimiques, provenant respectivement du district du Lac et de la Broye (ainsi que de la Veveyse), devraient être moins affectées. Selon

[23] Les spécialisations sectorielles des districts fribourgeois ont été estimées par l'institut de recherche BAK Basel Economics AG. Les résultats de ces travaux ont été publiés par la Banque cantonale de Fribourg et le Service de la statistique du canton de Fribourg (2009).

l'enquête de la BNS, certaines entreprises du commerce de détail se disent même gagnantes de l'appréciation du taux de change du franc suisse, en raison de la diminution du coût des importations, une situation qui devrait profiter aux districts de la Glâne et du Lac. Quant aux entreprises de la construction, particulièrement actives dans les districts de la Broye, de la Gruyère et de la Veveyse, elles restent pour l'instant indifférentes à l'appréciation du taux de change du franc suisse.

Avec un important secteur de la construction et un commerce de détail prépondérant, le canton de Fribourg dispose d'importants pans de son économie qui ne sont pas directement dépendants du taux de change du franc suisse, relativisant ainsi sa sensibilité à une appréciation de ce taux. A contrario, les secteurs fribourgeois les plus dépendants du commerce international sont la métallurgie, les machines et les instruments de précision, des branches particulièrement importantes pour le canton. Si le secteur exportateur est complété par les produits chimiques et les biens alimentaires, il n'en reste pas moins que les biens d'équipement sont primordiaux pour le commerce extérieur fribourgeois. Ainsi, une appréciation du taux de change du franc suisse peut être problématique pour l'industrie fribourgeoise. Néanmoins, nous pensons qu'avec une majorité de biens impliquant des relations entre les entreprises (commerce *business-to-business*) et un savoir-faire technique et technologique (malgré la potentielle différence de qualité entre les biens fribourgeois et suisses), les exportations seront beaucoup plus sensibles à l'activité économique à l'étranger, essentiellement en raison des anticipations des entrepreneurs quant à l'activité économique future, que par rapport à l'évolution des taux de change. Le taux de change est un élément important pour les exportations fribourgeoises ; cependant, même si le franc suisse continue à s'apprécier, son impact sur la demande extérieure fribourgeoise sera beaucoup moins élevé qu'une mauvaise conjoncture dans les pays partenaires, notamment en raison d'une sensibilité beaucoup plus forte de l'industrie des biens d'équipement aux fluctuations conjoncturelles. Dès lors, il apparaît opportun de considérer les prévisions économiques pour les principaux partenaires commerciaux du canton de Fribourg, tout en conservant une certaine attention sur le taux de change de leur monnaie.

L'activité économique dans la zone euro

Consécutivement à la crise économique mondiale dont les effets en termes de croissance du PIB se sont principalement fait sentir durant l'année 2009, l'activité économique dans la zone euro est actuellement (mai 2011) plus soutenue, tout en restant limitée. Si le PIB de la zone est toujours inférieur à son niveau d'avant-crise, sa croissance (non-annualisée) s'est établie à 0,3 pour cent au premier trimestre de l'année 2011. Si la reprise est bel et bien limitée, elle se conjugue à une augmentation des prix marquée. En effet, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisés s'est établie à 2,8 pour cent (en valeur annualisée) au mois d'avril 2011. La BCE a dès lors décidé au début du mois d'avril 2011 d'augmenter de 0,25 points de pourcentage ses taux d'intérêt de base. Cette décision reflète toute l'ambivalence de la situation économique européenne : une croissance économique quasiment atone conjuguée à une augmentation des prix. Par ailleurs, cette augmentation des prix est essentiellement le fait d'une augmentation des prix des matières premières, en raison notamment des événements politiques en Afrique de Nord et au Proche-Orient, d'une augmentation de la demande des pays émergents et du placement sur ces marchés d'une partie des liquidités résultants de politiques monétaires ultra-expansives menées par les principales banques centrales de la planète. Ainsi, dans un environnement où l'augmentation relative de l'activité économique n'est pas la cause de l'augmentation des prix, la décision de la BCE risque de juguler la croissance économique de la zone euro, dont certains pays sont obérés de

dettes et qui en appellent aux plans d'austérité. En outre, la réduction des salaires réels dans la zone (en raison du taux d'inflation mais surtout du fort taux de chômage), devrait, avec l'augmentation du prix des matières premières, y impacter négativement la consommation intérieure. Finalement, le relèvement des taux d'intérêt affectera prioritairement les pays ayant de graves problèmes budgétaires car leurs emprunts sont essentiellement à taux d'intérêt variable. Les banques créancières seront aussi touchées. A ce titre, la crise de la dette souveraine dans différents pays de la zone (Espagne, Grèce, Irlande, Portugal) est un fardeau pour la zone dans son ensemble et exerce de fortes pressions sur les taux de change de l'euro.

En dépit de ces problèmes, les prévisions économiques pour la zone euro sont plutôt bonnes. La BNS a par exemple fixé ses prévisions de croissance économique pour la zone euro à 1,9 pour cent pour l'année 2011 et à 2,4 pour cent pour l'année 2012 (Banque nationale suisse, 2011). A ce titre, la BCE souligne que la croissance économique de la zone euro sera tirée par ses exportations, dans le sillage de la reprise économique mondiale, et que les indicateurs de confiance des entrepreneurs sont positifs (European Central Bank, 2011).

L'évolution économique de la zone euro est déterminante pour les économies fribourgeoise et suisse. En 2010, cette zone absorbait notamment 66,5 pour cent des exportations de biens d'équipement du canton de Fribourg et 70,5 pour cent des exportations du secteur de l'agriculture et de la sylviculture. Le climat passablement optimiste qui règne dans la zone euro est propice aux anticipations positives des entrepreneurs et donc à la demande de biens d'équipement. On peut dès lors penser que l'industrie fribourgeoise pourra profiter de ce climat, qui plus est si les prévisions de croissance économique se confirment et que le taux d'utilisation des capacités de production augmente dans la zone euro. A cet égard, le secteur exportateur fribourgeois profitera notamment de la « bonne santé » de l'économie allemande. Les entreprises du canton de Fribourg pourront en outre continuer à exporter des biens alimentaires et des produits chimiques, qui sont moins sensibles aux fluctuations conjoncturelles que ne le sont les biens d'équipement.

En dernier lieu, les incertitudes grevant la zone euro sont également liées à l'évolution récente des taux de change de l'euro et aux facteurs qui la sous-tendent. Nous avons souligné *supra* que, selon Reynard (2008), l'évolution en termes réels du taux de change de l'euro par rapport au franc suisse est caractérisée par une tendance à la déprécation à moyen et long terme, consécutivement à un différentiel de compétitivité entre les secteurs exportateurs de la zone euro et de la Suisse. Cette tendance structurelle ne devrait pas subir de modification notoire à moyen terme. Par ailleurs, l'introduction de l'euro en 1999 avait permis de limiter le statut de valeur-refuge du franc suisse, un constat qui paraît aujourd'hui fragile en raison des crises de la dette souveraine qui frappent la zone euro. Il faut aujourd'hui moins de 1,3 francs suisses pour un euro (tendance au début du mois de mai 2011), et tant que la zone euro sera grevée par trop fortes asymétries économiques et financières et que la coordination entre politiques budgétaires et politique monétaire ne sera pas améliorée, les pressions sur les taux de change de l'euro risquent de se perpétuer, dégradant ainsi la compétitivité-prix des entreprises helvétiques vis-à-vis de leurs consœurs européennes. Néanmoins, la Suisse (et indirectement le canton de Fribourg) entretient avec la zone euro une balance commerciale lourdement déficitaire (29 milliards de francs suisses en 2010), en particulier avec l'Allemagne (19 milliards de francs suisses en 2010). Si les importateurs helvétiques répercutent la baisse de leur coût d'achat sur les prix de vente en Suisse, des entreprises du secteur secondaire fribourgeois (importations de produits semi-ouvrés ou de biens d'équipement), mais aussi les consommateurs, pourront profiter de l'appréciation du franc suisse vis-à-vis de l'euro. En définitive, une forte activité économique dans la zone euro conjuguée à un euro faible par

rapport au franc suisse, pourraient être bénéfiques pour l'économie fribourgeoise et suisse. Néanmoins, l'économie suisse est aussi dépendante de l'ambivalence et des risques de l'économie de la zone euro dont la reprise reste très fragile.

L'activité économique aux Etats-Unis

L'économie des Etats-Unis a subi de plein fouet la crise financière des *subprimes* qu'elle avait elle-même générée. Avec des prix de l'immobilier en forte baisse et un système de sécurité sociale lacunaire, les ménages ont été touchés fortement par les effets de cette crise, alors que les anticipations des entreprises se retournaient brusquement. Dès l'année 2007, et ceci jusqu'en 2010, les interventions gouvernementales ont été massives : plan de sauvetage du secteur financier, plan de relance budgétaire et réduction d'impôt. A présent (mai 2011), on note une reprise sensible de la demande intérieure, favorisée par les mesures budgétaires adoptées par le Congrès américain au mois de décembre 2010 (Banque nationale suisse, 2011). Selon la Banque nationale suisse (*Ibid.*), le PIB états-unien devrait croître de 3,2 pour cent en 2011 et de 3,5 pour cent en 2012, notamment grâce à une augmentation de la consommation intérieure et des investissements en biens immobiliers facilités par un meilleur accès au crédit.

En raison d'un niveau élevé d'utilisation des capacités de production, cette augmentation des investissements aux Etats-Unis pourrait impacter positivement l'industrie des machines fribourgeoise (en particulier les districts de la Singine et du Lac) dont 8,6 pour cent des exportations sont en destination de l'Amérique du Nord. Le secteur des instruments de précision et des ouvrages en métaux pourrait également profiter de cette augmentation de la demande américaine de biens d'équipement. De manière plus marginale, l'industrie des biens alimentaires du canton de Fribourg profitera d'une augmentation de la consommation aux Etats-Unis. Plus généralement, le regain d'activité aux Etats-Unis est particulièrement bénéfique pour l'ensemble de la Suisse, puisque cette dernière entretient avec ce pays une balance commerciale excédentaire de plus de 10 milliards de francs suisses dont l'origine est à trouver dans l'exportation de biens de consommation (et plus marginalement de biens d'équipement). Avec 11,5 pour cent des exportations de la Suisse, les Etats-Unis sont donc un pays particulièrement important pour son industrie exportatrice. Ce constat est encore plus patent pour le canton de Fribourg si l'on tient compte des biais statistiques que nous avons soulignés *supra*.

A la manière de la zone euro, la reprise américaine est néanmoins ambivalente car, avec un déficit budgétaire estimé à 10,9 pour cent du PIB pour l'année fiscale qui se termine en septembre 2011, la situation budgétaire des Etats-Unis est pour le moins inquiétante (surtout si l'on considère les conflits politiques importants à ce propos entre Démocrates et Républicains). Couplé à l'énorme déficit commercial du pays, le déficit budgétaire fait peser une lourde contrainte sur le taux de change du dollar dont la dépréciation est renforcée par une politique monétaire extrêmement expansionniste de la part de la Réserve fédérale américaine. En outre, le crédit bancaire est l'un des principaux moteurs de la consommation intérieure du pays. Ainsi, le cours du dollar devrait péricliter à des niveaux historiquement bas, ce qui pourrait avoir comme conséquence une diminution des exportations fribourgeoises et suisses à destination des Etats-Unis. Cet impact devrait néanmoins être limité en raison de la montée en gamme des produits exportés par la Suisse et la primauté des anticipations par les agents économiques étrangers comme déterminant des exportations.

L'activité économique au Japon, en Chine et dans les NPI

Avec le développement économique successif du Japon, des NPI et plus récemment de la Chine (et des NPE), l'Extrême-Orient joue maintenant un rôle essentiel dans la conjoncture mondiale. Suite aux catastrophes naturelles et nucléaires qui ont eu lieu en 2011, la situation économique du Japon parait précaire à court terme. Ce pays reste un partenaire commercial important pour le canton de Fribourg (6,3 pour cent des exportations) et la Suisse (3,7 pour cent des exportations). Son importance est néanmoins décroissante en raison de la croissance économique des NPI et de la Chine. Dans les NPI, la croissance économique est restée soutenue à la fin des années 2000, ce qui a été profitable pour l'industrie exportatrice suisse, notamment les fabricants de biens de consommation de luxe (horlogerie, bijouterie). En outre, les NPI et les NPE sont devenus particulièrement importants pour le commerce extérieur de la Suisse, puisque celle-ci entretient une balance commerciale excédentaire de 8 milliards de francs suisses avec les premiers. L'importance de ces pays pour le secteur exportateur suisse devrait aller *crescendo* ces prochaines années ; un constat identique peut être fait pour la Chine dont l'exceptionnelle croissance économique (environ 10 points de pourcentage par année) permet de diversifier la demande extérieure de la Suisse. A cet égard, la dépréciation du taux de change du yuan, en ligne avec l'évolution du dollar, ne devrait pas impacter trop lourdement les exportations suisses tant la demande chinoise devrait être dynamique à moyen terme. Quant au canton de Fribourg, son exposition au pays d'Extrême-Orient est plus faible, avec comme conséquence une moins bonne diversification de ses exportations.

En définitive, la diversification des exportations du canton de Fribourg est plus faible que celle de la Suisse (notamment en raison des exportations à destination du Brésil et de l'Inde) : l'importance des marchés européens et américains, couplée au rôle des biens d'équipement dans les exportations fribourgeoises, rendent l'économie du canton plus sensible aux fluctuations conjoncturelles mondiales. Quant à la reprise économique aux Etats-Unis et dans la zone euro, elle pourra être bénéfique pour le canton de Fribourg. Néanmoins, cette reprise est entachée de nombreuses incertitudes tant elle paraît paradoxale : de nombreux indicateurs économiques sont positifs alors que certains pays européens et les Etats-Unis sont dans des situations budgétaires et financières problématiques. L'une des expressions de cette situation paradoxale est l'exacerbation du statut de valeur-refuge du franc suisse.

Conclusion générale

Dans cette étude, nous avons mené une analyse critique de l'extraversion internationale de l'économie fribourgeoise ainsi que des risques d'une revalorisation du franc suisse à son égard. Après avoir éclaircit sur le plan théorique les principales implications d'une appréciation du taux de change de la monnaie nationale pour l'économie du pays concerné, nous avons exposé l'évolution récente des taux de change du franc suisse et des principales monnaies de référence. A travers une analyse des structures de l'économie et du commerce international du canton de Fribourg, nous avons montré que les chiffres officiels de l'Administration fédérales des douanes sont fortement biaisés par l'organisation juridique et administrative de certaines grandes entreprises fribourgeoises. Il ressort ainsi de cette analyse que les industries traditionnelles du canton de Fribourg que sont les biens alimentaires et les biens d'équipement ainsi que les marchés d'exportation que sont l'UE et les Etats-Unis ont une importance beaucoup plus grande pour le commerce international du dit canton que ne le laissent transparaître les données officielles. Par conséquent, le secteur exportateur fribourgeois paraît plus dépendant de la conjoncture américaine et européenne qu'une lecture des chiffres en première instance ne le montrerait. La reprise économique quelque peu

paradoxale qui est en cours dans ces pays fait ainsi naître certaines incertitudes pour le commerce international du canton de Fribourg.

Références bibliograhiques

Balassa B. (1964) 'The purchasing power parity doctrine: a reappraisal', *Journal of Political Economy* , Vol. 72, No. 6, pp. 584-596.

Banque cantonale de Fribourg, Service de la statistique du canton de Fribourg (2010) 'Perspectives de l'économie fribourgeoise', Edition 2010, Banque cantonale de Fribourg et Service de la statistique du canton de Fribourg, Fribourg.

Banque cantonale de Fribourg, Service de la statistique du canton de Fribourg (2009) 'Perspectives de l'économie fribourgeoise', Edition 2009, Banque cantonale de Fribourg et Service de la statistique du canton de Fribourg, Fribourg.

Banques cantonales romandes, Forum des 100, Créa Institut de macroéconomie appliquée (2010) *La force économique de la Suisse romande*, Rapport d'étude, Banque cantonale de Fribourg, Fribourg, Banque cantonale du Valais, Sion, Banque cantonale du Jura, Delémont, Banque cantonale neuchâteloise, Neuchâtel, Banque cantonale de Genève, Genève, Banque cantonale vaudoise, Lausanne, Forum des 100, Lausanne, Créa Institut de macroéconomie appliquée, Lausanne.

Banque nationale suisse (2011) 'Bulletin trimestriel', 1/2011.

Blanchard O., Cohen D. (2010) *Macroéconomie*, Pearson Education, Paris.

European Central Bank (2011) 'Press conference of Jean-Claude Trichet', 7 avril.

Genberg H., Gerlach S. (2010) 'Swiss monetary policy 2000-2009', *Swiss Journal of Economics and Statistics*, Vol. 146, No. 1, pp. 131-165.

Hildebrand P. (2010) 'Monetary policy challenges : Swiss exports in a globalised world', discours prononcé le 23 novembre 2010 à la Mission de la Suisse auprès de l'Union européenne.

Ranaldo S., Söderlind, P. (2007) 'Safe haven currencies', *Swiss National Bank Working Paper*, No. 2007-17.

Reynard S. (2008) 'What drives the Swiss franc', *Swiss National Bank Working Paper*, No. 2008-14.

Rossi S. (2008) *Macroéconomie monétaire : théories et politiques*, Schulthess, Bruylant, LGDJ, Zürich, Bruxelles, Paris.

Samuelson P. (1964) 'Theoretical notes on trade problems', *Review of Economics and Statistics*, Vol. 46, No. 2, pp. 145-154.

Remerciements

Nous tenons à remercier Mme Isabelle Staub, collaboratrice spécialisée à la Statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes, pour sa disponibilité et l'ensemble des données qui nous ont été fournies. Notre gratitude va également à M. Jean-Marie Chappuis, économiste au Service de la statistique du canton de Fribourg, ainsi que MM. Michael Keller et Xavier Tinguely, collaborateurs au Centre de recherche sur la compétitivité de l'Université de Fribourg, pour leurs précieux renseignements sur le tissu économique fribourgeois.

Auteur
Jonathan Massonnet
Université de Fribourg, Département d'économie politique, Bd. de Pérolles 90, G502, 1700 Fribourg.
Tél.: +41 (026) 3008260. Courriel : jonathan.massonnet[at]unifr.ch

Résumé
Cet article a pour objectifs d'apprécier les risques d'une revalorisation du franc suisse pour l'économie du canton de Fribourg et de mener une analyse critique de l'extraversion internationale de cette dernière. Après avoir souligné les implications au niveau théorique d'une augmentation du taux de change de sa monnaie pour l'économie nationale et l'importance de la demande extérieure, nous décrivons l'évolution récente du taux de change du franc suisse et des principales monnaies de référence ainsi que les facteurs qui la sous-tendent. Le statut particulier de valeur-refuge du franc suisse est ici mis en exergue pour expliquer la forte appréciation du taux de change du franc suisse depuis 2008. Nous montrons ensuite que les données relatives à la structure géographique et sectorielle des exportations du canton de Fribourg sont fortement biaisées en raison de l'organisation interne de grandes entreprises sises sur le territoire cantonal. Ce biais a comme conséquence de confirmer l'importance des industries traditionnelles fribourgeoises (biens d'équipement, biens alimentaires) dans les exportations du canton et la prééminence de l'Union européenne dans la structure géographique de ces dernières. Ainsi, la demande extérieure internationale du canton de Fribourg est fortement tributaire des incertitudes qui pèsent sur la reprise économique ambivalente en Europe et aux Etats-Unis, notamment en raison d'une amélioration des principaux indicateurs économiques de ces différents pays, couplée à une situation financière et budgétaire précaire pour ceux-ci.

Mots-clefs
Canton de Fribourg, commerce international, exportations, taux de change

Classification JEL
F14, F31

Proposition de citation
Massonnet, Jonathan. 2011. « L'économie fribourgeoise : une analyse critique de son extraversion internationale et une appréciation des risques d'une revalorisation du franc suisse ». Working Papers SES 419, Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Fribourg (Suisse)

Working Papers SES
Last published :
410 Biwolé Fouda, J.: Privatisation des Industries de Réseaux et développement durable : le cas du Cameroun; 2010
411 Friboulet J.-J.: La théorie néoclassique et le développement durable; 2010
412 Rohe A., Grünig R.: Strategie unter Unsicherheit; 2010
413 Grossmann V., Stadelmann D.: Does High-Skilled Migration Affect Publicly Financed Investments; 2010
414 Grossmann V., Steger T.M., Trimborn T.: Quantifying optimal Growth Policy; 2010
415 Grossmann V., Stadelmann D.: Wage Effects of High-skilled Migration: International Evidence; 2010
416 Grossmann V., Stadelmann D.: Does International Mobility of High-Skilled Workers Aggravate Between-Country Inequality?; 2010
417 Dafflon B.: Local debt: from budget responsibility to fiscal discipline; 2010
418 Dafflon B.: Local Fiscal Equalization: a New Proposal and an Experiment; 2010

Catalogue and download links:
http://www.unifr.ch/ses/wp
http://doc.rero.ch